

DK NEWS

Iftar : 20h12
Imsak : 03h25

MÉTÉO

Alger	: 26°	15°
Oran	: 29°	17°
Annaba	: 25°	17°
Béjaïa	: 24°	15°
Tamanrasset	: 39°	25°

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 14 juin 2018 - 29 Ramadhan - N° 1939 - 5^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

www.dknews-dz.com



ALGÉRIE - ROYAUME-UNI
Le Président Bouteflika félicite la Reine Elizabeth II pour la fête nationale du Royaume-Uni

P. 24

COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE EN FRANCE

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, l'a annoncé:
La question des extraits de naissance portant la mention "bis" réglée

P. 24

DÉVELOPPEMENT DU SUD

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, NOUREDDINE BEDOUI, L' A DÉCLARÉ D'ALGER

«Nécessité d'accorder plus d'importance au développement des régions du Sud et des Hauts-Plateaux»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a mis mardi à Alger l'accent sur la nécessité d'accorder "une extrême importance" à l'accélération de la cadence du développement dans les régions du Sud et des Hauts plateaux, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

P. 3



PARLEMENT

APN: M. Louh présente le projet de loi fixant les conditions et modalités d'application de l'exception d'inconstitutionnalité

P. 3

LE MINISTRE DU COMMERCE, SAÏD DJELLAB :

Nécessaire accompagnement des investisseurs et opérateurs économiques et les encourager à exporter leurs produits

P. 6

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, NOURIA BENGHABRIT :

«Toutes les dispositions prises pour le bon déroulement du baccalauréat»

P. 3

SANTÉ

La mauvaise alimentation serait la première cause de mortalité prématurée

P.p.12-13

FOOTBALL

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL :
Le palmarès avant le début de la 21^e édition

P. 22

LE P-DGDE SONATRACH, ABDELMOUMÈNE OULD KADDOUR, L'A ESTIMÉ HIER À ORAN
La perspective de placer Sonatrach dans le TOP 5 est réalisable

P. 6

LUTTE CONTRE LA DROGUE
Plus de 10 tonnes de kif traité saisies durant les 4 premiers mois de 2018 selon la Sûreté nationale

P. 24

AFFAIRES RELIGIEUSES

Zakat El-Fitr fixée cette année à 120 DA

Le montant de la Zakat El-Fitr pour le mois de Ramadhan a été fixé cette année à 120 DA, a annoncé le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Le ministère a, par ailleurs, indiqué avoir chargé les imams des mosquées de procéder, en collaboration avec les comités religieux des mosquées, à travers l'ensemble

du territoire national, à la collecte de Zakat El-Fitr, à compter du 15^{ème} jour du mois de Ramadhan, en vue de sa distribution aux nécessiteux, un ou deux jours avant Aïd El-Fitr. Chaque musulman ayant les moyens financiers doit s'acquitter de la Zakat El-Fitr pour lui ainsi que pour les personnes dont il a la charge.



Horaire des prières

Jeudi 29 Ramadhan 1439

Fajr	03:25
Dohr	12:49
Asr	16:40
Maghreb	20:12
Isha	21:56

DU 1ER AU 19 JUILLET
Examen du DEMS

L'examen du diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS) pour l'ensemble des résidents se déroulera durant la période allant du 1er au 19 juillet, conformément aux textes réglementaires en vigueur, a annoncé le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans

un communiqué. Cette session de rattrapage fait suite à la session normale qui s'était tenue du 18 mars au 12 avril de l'année en cours, a rappelé le ministère, précisant, cependant, que "les candidats n'ayant pas passé l'examen de la session normale, et à titre exceptionnel, seront autorisés à s'inscrire au niveau de leur département respectif, au cours de la période programmée du 17 au 24 juin 2018, afin de pouvoir se présenter à cet examen s'ils le souhaitent". Le ministère a noté que "cette session de rattrapage sera la dernière à être organisée pour l'année universitaire 2017/2018", prévenant que les candidats qui ne s'y présenteront pas "seront considérés en situation d'abandon d'étude et par conséquent exclus".

DK News présente
ses meilleurs vœux
au peuple algérien
à l'occasion de la fête
de Aïd El Fitr

A l'occasion de la célébration de la fête de l'Aïd El Fitr (1439), le Directeur général et l'ensemble des cadres et personnels de DK

News, présentent au peuple algérien, leurs meilleurs vœux de bonheur, de santé de paix et de prospérité. Aïd-koum Mobarek.

FONCTION PUBLIQUE
Les journées du 1^{er}
et 2^e Chaoual de l'Hégire
chômées et payées

Les journées du 1^{er} et 2^e Chaoual 1439 de l'Hégire sont chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, a annoncé, la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administratif dans un communiqué. "Les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précitées, sont tenues de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté" souligne toutefois la même source. Cette disposition intervient, conformément à la loi du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales.

LI AMNIKOU
Emission consacrée
au plan de sécurité
prévu pour l'Aïd

L'émission radio «Li Amnikoum», animée chaque jeudi par des cadres de la Sûreté nationale sur la chaîne 1, sera consacrée cet après-midi de 16h à 17h, aux mesures de sécurité prises par la DGSN au niveau des points de contrôle à l'occasion de la fête de l'Aïd El Fitr.



Météo

	Max	Min
Alger	26°	15°
Oran	29°	17°
Annaba	25°	17°
Béjaïa	24°	15°
Tamanrasset	39°	25°

NAFTAL
Les carburants
seront disponibles

La distribution des produits pétroliers sera assurée durant les deux jours de Aïd el Fitr sur tout le territoire national, a indiqué la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) dans un communiqué.

ALGÉRIE TÉLÉCOM
Les agences
commerciales ouvertes
le deuxième jour de l'Aïd

Les agences commerciales principales (ACTEL) d'Algérie Télécom seront ouvertes durant le 2^{ème} jour de l'Aïd el Fitr, a annoncé hier l'opérateur public dans un communiqué. Ces agences commerciales seront ouvertes de 10h00 à 15h00 à travers l'ensemble du territoire national, précise la même source, ajoutant qu'il s'agit pour la wilaya d'Alger des agences commerciales de Kouba, Bordj El Bahri, Bordj el Kiffane, Aissat Idir, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Chéraga, Bab El Oued et Zeralda. Pour ce qui est des autres agences concernées à travers le pays, Algérie Télécom invite ses clients à consulter son site internet www.algerietelecom.dz. "Fidèle à la satisfaction de ses clients, Algérie Télécom s'engage à assurer le meilleur de ses services durant le deuxième jour de l'Aïd el Fitr, et ce en mobilisant des brigades techniques afin de garantir la continuité du service, la relève des dérangements et la maintenance du réseau tout au long de cette journée sacrée", souligne l'opérateur.

JOURNÉE MONDIALE
DES DONNEURS DE SANG
Des conférences
et des actions de
sensibilisation pour
célébrer l'événement

A l'instar des autres pays du monde, l'Algérie célébrera aujourd'hui, la Journée mondiale du donneur de sang dont le slogan retenu cette année «Soyez la pour les autres, donnez votre sang, partagez la vie». La célébration de cette journée a pour objectif de sensibiliser à l'importance du don de sang volontaire et régulier et rendre hommage aux donneurs de sang. A cet effet, l'Agence nationale du sang (ANS), en collaboration avec le ministère de la Santé, à travers les structures de transfusion sanguine et en partenariat avec la FADS, le mouvement associatif, les administrations publiques et privées, les opérateurs de téléphonie mobile, la presse et le milieu sportif, organise des Journées de sensibilisation, collecte de sang, conférences et points de presse à travers le territoire national.

ETUSA-ALGER
Mise en place d'un
dispositif spécial pour
desservir les cimetières

L'établissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a mis en place un dispositif spécial pour desservir les cimetières à Alger durant les deux jours de l'Aïd El Fitr. A cet effet, cinq stations (point de départ) ont été désignés pour desservir en navettes spéciales les nombreux cimetières d'Alger selon le programme suivant : De la station Place du 1^{er} mai à destination des cimetières d'Al-Alia, Garidi, Sidi Yahia, El Madania et Ben Aknoun. De la station Place des martyrs à destination des cimetières d'Al-Alia, El Kettar (côté haut et bas), Ain Benian et Bouzareah. De la station Chevalley à destination des cimetières de Beni-Messous, Dely-Brahim et Ouled-Fayet. De la station Bachdjarrh à destination des cimetières d'Al-Alia par Sidi-Tayeb. Par ailleurs, des liaisons sont également prévues au départ des localités de Chaibia, Birtouta, Sidi M'hamed, Ed-Dalia, Zeralda, Rouiba pour rallier les différentes stations de liaisons, a-t-on ajouté. L'Etusa a, en outre, précisé que d'autres cimetières seront également desservis par le réseau de lignes régulier à l'exemple d'Aïn Benian, Miramar, Rouiba, Sidi-Mennif, Ain Taya et Heraoua.



PARLEMENT APN: M. Louh présente le projet de loi fixant les conditions et modalités d'application de l'exception d'inconstitutionnalité

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Tayeb Louh, a présenté mardi devant la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur le projet de loi organique fixant les règles et modalités d'application de l'exception d'inconstitutionnalité, indique un communiqué de l'APN.

Le projet de loi "intervient en application des dispositions de l'article 188 de la Constitution, après l'amendement de 2016 décidé par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, qui stipule que le Conseil constitutionnel peut être saisi d'une exception d'inconstitutionnalité sur renvoi de la Cour suprême ou du conseil de l'Etat lorsque l'une des parties au procès soutient devant une juridiction que la disposition législative dont dépend l'issue du litige porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution", a indiqué M. Louh lors de cette séance en présence du ministre des Relations avec le parlement, Mahdjoub Bedda. Il a ajouté que l'amendement a donné aux justiciables un nouveau droit pour la défense de leurs droits et libertés, garantis par la Constitution à travers l'accès indirectement à la justice constitutionnelle, ce qui constitue un saut qualitatif dans la concrétisation de la justice et le contrôle à posteriori des lois".

Le projet de loi organique fixant les règles et modalités d'application de l'exception d'inconstitutionnalité comprend 28 articles, répartis sur 5 axes. Le premier concerne les principes généraux régissant l'exception d'inconstitutionnalité, qui sera soulevée devant toutes les juridictions ordinaires, administratives et même, pour la première fois, au niveau des Cours d'appel et de cassation. Le deuxième axe fixe un ensemble de règles et de dispositions à même de concilier entre l'intérêt des personnes pour soulever l'exception et la stabilité du travail des juridictions.

L'exception d'inconstitutionnalité étant présentée, sous peine d'irrecevabilité, par requête écrite et distincte pour permettre au juge d'identifier le moyen soulevé et statuer". En vue d'éviter la présentation de moyens abusifs, le ministre a indiqué que "la juridiction saisie de l'exception d'inconstitutionnalité doit effectuer un examen préliminaire pour s'assurer de la réunion de trois conditions, à savoir qu'elle se limite au jugement législatif appelé ou constitué le fondement des poursuites". La deuxième condition est que "le jugement législatif a déjà été déclaré par le Conseil constitutionnel conforme à la Constitution sauf en cas de changement de circonstances".

La troisième consiste en "l'obligation de sérieux du moyen soulevé". Le troisième axe fixe les dispositions applicables devant le Conseil constitutionnel et qui énonce que "après renvoi par la Cour suprême ou le conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel, saisi d'une exception d'inconstitutionnalité en informe le président de la République les présidents du Conseil de la nation et de l'Assemblée populaire nationale, ainsi que le Premier ministre". Le quatrième axe prévoit les dispositions applicables devant le Conseil Constitutionnel, le projet de loi énonce que "après renvoi par la Cour suprême ou le Conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel, saisi d'une exception d'inconstitutionnalité en informe le président de la République, les présidents du Conseil de la nation et de l'Assemblée populaire nationale, ainsi que le Premier ministre. En fin, M. Louh a indiqué que la mise en œuvre de cette loi organique exige la préparation et la formation de tous les intervenants, qu'ils soient magistrats ou membres du Conseil constitutionnel, faisant état de son intégration dans le programme de formation des magistrats enseignant par l'Ecole supérieure de la magistrature en coordination avec le Conseil constitutionnel. Après l'exposé du ministre, la parole a été donnée aux députés pour poser leurs questions et leurs préoccupations, et qui ont unanimement estimé que ce texte de loi constitue un saut qualitatif dans la garantie des droits et des libertés, un acquis dans l'édification de l'Etat de droit, la consécration du principe des droits de l'Homme et la consolidation du processus de démocratisation de la vie publique. Ils ont, cependant, préconisé la précision de certains concepts contenus dans le projet de loi pour éviter toute ambiguïté.

APS

DÉVELOPPEMENT
DU SUD

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, NOUREDDINE BEDOUI, L'A DÉCLARÉ D'ALGER «Nécessité d'accorder plus d'importance au développement des régions Sud et des Hauts-Plateaux»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a mis mardi à Alger l'accent sur la nécessité d'accorder "une extrême importance" à l'accélération de la cadence du développement dans les régions du Sud et des Hauts plateaux, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

M. Bedoui, précise la même source, a présidé une réunion avec les cadres centraux consacrée au débat "de dossiers importants à l'instar de la création de zones industrielles et de micro-zones d'activité, le programme des deux Fonds du Sud et des Hauts plateaux, le développement des zones frontalières outre le rapport de la commission de terrain pour le constat des dommages occasionnés par les dernières pluies ainsi que le travail de la commission sectorielle chargée des plages interdites à la baignade".

Concernant la situation du programme des deux Fonds du Sud et des Hauts plateaux, le ministre a souligné la nécessité d'accorder une extrême importance à l'accélération de la cadence du développement dans ces régions notamment dans le Sud, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, portant sur la généralisation du développement local sur le territoire national à travers l'intensification de la coordination sur le niveau central et local afin de déterminer les priorités concernant les projets de proximité qui revêtent une grande importance dans le quotidien des citoyens et qui bénéficient du financement dans le cadre de ce programme".

"S'agissant du développement des zones frontalières, M. Bedoui a appelé à la nécessité "d'intensifier la coopération avec les pays voisins et dynamiser et promouvoir les mécanismes de coopé-



ration bilatérale, notamment dans les domaines de la sécurité et la formation", mettant en avant la priorité du défi sécuritaire dans ces régions et la nécessité de la coordination avec les instances concernées notamment l'Armée nationale populaire (ANP), a ajouté la même source.

Il a annoncé, à ce propos, la tenue d'une rencontre nationale sur le développement des zones frontalières pour examiner ses différentes dimensions de développement.

Le ministre a souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes pratiques pour le suivi de l'avancement de la création des zones industrielles à travers les différentes wilayas du pays en coordination avec l'Agence nationale d'aménagement du territoire (ANAT) et le Centre national d'étude et d'analyse pour la population et le développement

(CENEAP)", rappelant, dans ce cadre, la dimension économique dont les micro-zones d'activités devraient jouer pour la création d'une dynamique économique au niveau local à travers l'ouverture des portes devant les porteurs de micro projets, notamment les jeunes, ainsi que de parvenir à créer un réseau national des petites et micros entreprises".

Concernant l'exposé sur le bilan de la commission sectorielle de constat des dégâts des dernières inondations ayant touché certaines wilayas, présenté par le délégué national aux risques majeurs, le ministre a donné "les instructions nécessaires pour la prise en charge des différents dommages occasionnés par ces inondations et ce en coordination avec les différents secteurs concernés".

Dans le cadre des décisions de la réunion consacrée aux préparatifs de la saison estivale, M. Bedoui a suivi un exposé présenté par la commission sectorielle chargée de s'enquérir de la situation des plages non autorisées à la baignade sachant que 417 plages autorisées ont été ajoutées et 21 autres ont été rouvertes pour la saison 2018, tandis que 36 plages seront rouvertes pour la saison 2019.

Dans ce sillage, le ministre a ordonné la poursuite des études des cas des plages restantes à travers les différentes wilayas côtières afin d'ouvrir le maximum de plages à la baignade et pour assurer la sécurité et le bien-être des estivants.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, NOURIA BENGHABRIT, L'A ASSURÉ MARDI À ALGER, «Toutes les dispositions prises pour le bon déroulement du baccalauréat»

Toutes les dispositions ont été prises par le gouvernement pour le bon déroulement et la sécurisation des examens du baccalauréat, prévu du 20 au 25 juin, a assuré mardi à Alger, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit. Plusieurs départements ministériels travaillent d'arrache pied avec le ministère de l'Education nationale "pour le bon déroulement et la sécurisation des examens du baccalauréat" auquel se présenteront cette année 709.448 candidats, a précisé Mme Benghabrit lors d'une rencontre avec la presse. Evoquant la mesure de la coupure de l'internet au début de chaque épreuve pour une durée d'une heure, afin d'éviter les tentatives de fraude, la ministre a avoué que "cet élément nous est imposé, c'est un cas de force majeure, on n'est pas à l'aise pour le recours à la coupure, mais on ne doit pas baisser les bras devant de tels phénomènes", dira-t-elle. "L'aspect de l'éthique doit primer sur l'aspect sécuritaire et doit aussi concerner l'opinion publique et toute la société qui doit s'indigner et dénoncer toutes les formes de fraude, tout en suivant à récompenser l'effort", a souligné la ministre. Relevant que beaucoup de candidats "sont victimes de leur manque de conscience

des conséquences de leur geste en recourant à la fraude", la ministre a rappelé les sanctions prévues dans ce cas et qui excluent, pour une durée de 3 ans, les candidats scolarisés et 5 ans, les candidats libres de cet examen. Cette année, le ministère de la Poste, des Télécommunications, Technologies et du Numérique, à la demande du ministère de l'Education nationale, a décidé de couper l'internet pendant une heure avec le début de chaque épreuve du baccalauréat, pour éviter tout ce qui peut entacher cet examen. Les réseaux sociaux peuvent également être perturbés durant la période du BAC. Le ministère de l'Education reconduira aussi pour cette année les mesures prises durant les précédentes sessions de BAC notamment, depuis le déploiement de l'internet mobile haut débit 3G en 2014 en Algérie, à savoir l'interdiction au niveau des centres d'examen des Smartphones et autres tablettes, des outils numériques, objets connectés et écouteurs.

Ces mesures concerneront aussi bien les candidats au Baccalauréat que les enseignants, les surveillants et le personnel administratif. Un protocole a été élaboré par le ministère "à travers un document volumineux pour

toutes étapes de l'examen afin d'assurer la meilleure organisation possible de cet événement", a indiqué la première responsable du secteur. En parallèle, elle a tenu à rendre hommage aux quelque 700.000 fonctionnaires et enseignants du secteur mobilisés pour réussir les trois examens nationaux (5ème, BEM et BAC), en citant les 131 fonctionnaires, chargés d'élaborer les sujets du BAC, et qui ont été complètement isolés depuis 17 mai dernier dans un "véritable bunker" jusqu'à la fin du BAC le 25 juin pour éviter toute fuite de sujets. Le ministère de l'Education a décidé d'éviter les visites officielles aux centres d'examen pour l'ouverture des enveloppes contenant les sujets des épreuves pour ne pas déstabiliser les candidats et sécuriser davantage les examens. La numérisation du secteur notamment la plateforme lancée "à largement contribué à la réalisation des objectifs tracés par le secteur en matière de transparence et de lutte contre la fraude", a relevé la ministre, regrettant que certains phénomènes négatifs, comme celui de la fraude, "viennent occulter tous les efforts, les avancées et les réalisations du secteur depuis des années". Evoquant les projets à l'étude par son secteur, Mme Benghabrit a

insisté sur l'amélioration du système national d'examens, à l'instar du baccalauréat à travers la réduction des journées d'examen de 5 à 3 jours et l'introduction du contrôle continu à partir de la 2ème année secondaire pour ne pas limiter le BAC à quelques jours d'examen seulement.

L'algérianité des programmes de l'école à travers l'introduction de textes d'écrits algériens et la consolidation des valeurs de la référence nationale basée sur l'Islam, l'arabe et l'amazighité, figurent en bonne partie dans les projets du secteur, a-t-elle expliqué.

L'ouverture de l'école sur l'art, le théâtre, la musique et la culture nationale à travers des actions comme l'écriture, la lecture et les différents concours et manifestations scolaires "est plus que nécessaire", a indiqué la ministre, qui annonce des rencontres avec les responsables du ministère de la Culture ainsi qu'avec des auteurs et des poètes prochainement pour élaborer un programme de travail dans ce sens.

Dans le même contexte, le ministère s'attelle, avec le concours de poètes et de musiciens, à élaborer un hymne scolaire qui sera chanté avec l'hymne national par les élèves.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, MOURAD ZEMALI, L'A AFFIRMÉ D'ALGER «Le travail des enfants en Algérie existe à des taux très faibles»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a affirmé mardi à Alger que le travail des enfants en Algérie existe mais "à des taux très faibles", soulignant l'importance de la conjugaison des efforts de toute la société, notamment par le signalement. "Les résultats des enquêtes réalisées par les services de l'Inspection du travail au niveau des organismes employeurs ont révélé à chaque fois que le travail des enfants en Algérie existe mais à des taux très faibles", a précisé le ministre qui présidait avec le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, une rencontre à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le travail des enfants, en présence du Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd.

A ce propos, M. Zemali a mis l'accent sur l'importance de la contribution de toute la société, en l'occurrence les associations et les citoyens à la lutte contre ce phénomène, notamment par le signalement.

Affirmant que son secteur poursuit ses efforts de lutte contre le travail des enfants, en coordination avec les différentes instances concernées, à travers le Commission nationale de prévention et de lutte contre le travail des enfants, le ministre a ajouté que les services de l'Inspection du travail veillent au respect de l'âge légal pour travailler à travers le contrôle quotidien et les enquêtes périodiques pour s'assurer du respect de la loi en la matière.

Après avoir rappelé que les enfants en Algérie sont scolarisés, gratuitement et obligatoirement, de 6 à 16 ans et que le taux de scolarisation de cette tranche d'âge est de 98%, un taux élevé par rapport à plusieurs pays du monde, a-t-il dit, le ministre a indiqué que "l'âge légal pour le travail dans notre pays est fixé à 16 ans, soit plus que la norme internationale se situant entre 14 ou 15 ans".

La Constitution consacre le droit à l'enseignement et à la formation professionnelle et l'emploi des enfants de moins de 16 ans est puni par la loi, a-t-il encore soutenu.

Le ministre a indiqué qu'il a été décidé, sur injonction du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, d'accorder une plus grande protection à la santé et à l'intégrité des enfants à travers l'introduction de nouveaux amendements à la loi de finances 2018 qui prévoit un durcissement des sanctions contre les contrevenants aux règles et dispositions y afférentes en milieu de travail, notamment en ce qui concerne la protection des jeunes en âge de travailler.

Répondant, en marge de cette rencontre, à une question sur le refus de la délégation algérienne participant récemment à la Conférence internationale du travail à Genève de la décision de la Commission de l'application des normes à l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant l'envoi d'une délégation de haut niveau en Algérie, M. Zemali a souligné que l'Algérie "n'a aucun problème avec l'OIT, dont elle est membre depuis l'indépendance", précisant qu'il s'agit là d'une "réserve" sur la méthode de travail et de fonctionnement de cette Commission.

A ce propos, le ministre a indiqué que l'Algérie a ratifié 60 conventions internationales et entretient "une coopération exemplaire" avec l'OIT, soulignant "les grands efforts" qu'elle n'a de cesse déployé en vue de la concrétisation des objectifs en matière d'emploi, de travail décent, de protection sociale, de libertés syndicales et de dialogue social.

Pour sa part, Mme Eddalia a estimé que la prévention et la lutte contre le phénomène du travail des enfants est une responsabilité collective qui incombe aux entreprises publiques et privées, à la société civile, aux associations et aux citoyens, rappelant, dans ce sillage, les textes législatifs et juridiques consacrant la protection de l'enfant contre l'exploitation dans le travail et les réformes et les dispositions prises en matière de droits de la femme et de l'enfant, ainsi que les mesures visant à garantir le bien-être de cette frange de société.

La ministre a évoqué, dans ce sens, les programmes du ministère de la Solidarité nationale visant l'accompagnement des familles nécessiteuses, notamment dans les régions isolées, à travers la mobilisation des cellules de proximité relevant de l'Agence de développement social en vue de la prise en charge de ces catégories vulnérables.

Intervenant pour sa part, le représentant du Bureau de l'OIT en Algérie, Ali Diahi, a indiqué que les statistiques mondiales relatives au travail des enfants font état de 152 millions d'enfants âgés entre 5 et 17 ans.

APS

LE MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE, ABDELWAHID TEMMAR «Grande mosquée d'Alger: l'importance de l'aspect artistique dans le décor mise en avant»

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar a mis l'accent, lors d'une visite d'inspection qu'il a effectuée mardi soir à la grande mosquée d'Alger, sur l'importance de l'aspect artistique en matière de décor intérieur et d'aménagement extérieur de la mosquée.

Lors de sa visite au chantier du projet en compagnie du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh pour s'enquérir de l'avancement des travaux, M. Temmar a précisé que le design intérieur et extérieur de la mosquée devrait refléter le cachet algérien authentique et le style islamique.

A ce propos, le ministre a instruit les responsables du projet de conclure des contrats avec des artistes en céramique et en décor et de leur réunir toutes les conditions favorables.

Accompagnés d'une délégation, les deux ministres ont écouté les préoccupations des artistes designers, affirmant l'impératif de réunir toutes les conditions leur permettant de réaliser des œuvres à la hauteur de Djemaa El Djazair.

Le secteur de la Culture prendra part également dans cette opération en désignant un artiste spécialisé à la tête de l'équipe chargée du décor et de calligraphie.

Quatre artistes travaillent sur la calligraphie de 17 tableaux en céramique à la salle d'honneur, en sus d'une autre équipe de plâtriers chargée du décor des couloirs, des plafonds et des murs.

Cette visite nocturne



s'inscrit dans le cadre du suivi du taux d'avancement des travaux et d'encourager les ouvriers à poursuivre leurs efforts afin de respecter le calendrier fixé par le secteur, estime M. Temmar.

Elle permet également le contrôle de la qualité de l'éclairage artistique et en laser, ajoute-t-il.

"C'est un projet grandiose initié par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika dont la réalisation devrait maintenir la même cadence afin de le réceptionner dans les délais fixés", a-t-il poursuivi, ins-

istant sur l'importance de l'étroite coordination entre les responsables du projet afin de lever tous les obstacles entravant l'avancement du projet.

Pour sa part, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a précisé que l'aspect artistique enrichira davantage cette œuvre architecturale religieuse, culturelle et scientifique, mettant en avant la contribution des artistes algériens en matière de mosaïque et de calligraphie.

L'Algérie est l'une des écoles de référence en la

matière, a-t-il avancé, ajoutant "nous avons rencontré plusieurs artistes ayant une expérience avérée dans ce domaine qui ont présenté des conceptions importantes à même de rajouter une touche spéciale à la réalisation de la mosquée".

De son côté, le wali d'Alger a fait savoir qu'un bureau d'étude avait été chargé de l'élaboration d'une étude sur la coordination des travaux de décoration intérieure avec la façade donnant sur la promenade des Sablettes et l'aménagement de Oued El Harrach.

ENVIRONNEMENT: Plusieurs activités pour sensibiliser à la lutte contre la désertification (DGF)

La Direction générale des forêts (DGF) a annoncé l'organisation de diverses activités avec les différentes structures socio-éducatives, et ce, à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre la désertification célébrée annuellement le 17 juin, a indiqué cet organisme mercredi dans un communiqué.

Ces activités prendront la forme d'expositions, de conférences, de tables rondes sur la problématique de la désertification à travers l'ensemble des wilayas du pays, pour lancer des actions de sensibilisation du public sur les fonctions, les valeurs et les avantages des écosystèmes forestiers, du couvert végétal naturel ainsi que de bonnes pratiques agricoles, en vue de les protéger durablement pour les générations futures, a précisé la même source. A noter que les Nations Unies ont décrété en 1994 le 17 juin comme "Journée mondiale de la lutte contre la désertification" pour sensibiliser l'opinion publique aux défis de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse, ainsi que de la mise en œuvre de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par ces fléaux, notamment en Afrique.

Selon la même source, le slogan retenu cette année par les Nations



unies est "la terre a de la valeur. investissez-y", et ce, afin de démontrer l'importance des terres productives comme moyen de régénérer les économies, de créer des emplois et contribuer à la durabilité et la stabilité.

Quant au niveau national, le thème retenu pour cette année est "lutter efficacement contre la désertification, c'est gérer durablement la terre, nourrir la planète, stabiliser la population au service de la souveraineté nationale". Ainsi, poursuit la DGF, cette an-

née est l'occasion de "s'engager dans une campagne pour réhabiliter les terres dégradées, réinvestir dans les terres agricoles et exploiter leur potentiel massif de création d'emplois".

L'ambition est de parvenir à la neutralité en matière de dégradation des terres d'ici 2030, ajoute le communiqué.

A cet effet, la DGF a appelé à la mobilisation en vue d'assurer les 3 S: soit, Sécurité alimentaire, Stabilité sociale, Souveraineté nationale.

PARTIS
Ould Abbès
annonce le
lancement d'une
vaste opération de
restructuration des
instances de base
du FLN

Le secrétaire général (SG) du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, a annoncé mardi à Constantine le lancement d'une "vaste opération" de restructuration des instances de base de son parti.

S'exprimant lors d'une rencontre régionale regroupant les cadres du FLN de neuf (9) wilayas dans l'Est du pays, tenue dans un hôtel de la ville Ali Mendjeli, M. Ould Abbès a indiqué qu'il était "grand temps aujourd'hui, après les succès réalisés lors des dernières échéances électorales, de se pencher sur l'action du militantisme en adaptant les structures de base du parti pour davantage de performance au service de l'Algérie et du peuple".

Dans ce sens, M. Ould Abbès a donné des instructions aux cadres de sa formation politique à l'effet "d'ouvrir les portes des qasmas du FLN aux jeunes et aux femmes notamment", metten en exergue l'importance d'intégrer ces deux catégories dans le militantisme sous la bannière FLN.

Il a ajouté, dans ce volet, qu'une note a été adressée aux cadres locaux du FLN pour garantir les meilleures conditions pour l'adhésion des jeunes et des femmes, notamment en matière de candidature aux élections des bureaux de qasmas en confiant, a-t-il insisté, "toute la transparence à ses opérations".

Plaidant pour le dialogue entre les membres du parti FLN, M. Ould Abbès, qui a mis en garde contre les "décisions individuelles", a indiqué que les mesures prises dans le cadre du plan de restructuration des instances de base du FLN contribueront à "unir les rangs des militants et mettront fin aux qasmas parallèles".

Qualifiant le FLN de "protecteur des couches vulnérables de la société", le SG du FLN a indiqué qu'il était important de donner la voix à la base "pour opérer le changement", un changement, a-t-il soutenu, qui mettra fin au phénomène du "népotisme".

Le SG du FLN, faisant état de plus de 700.000 adhérents au parti, a indiqué que la nouvelle opération de restructuration des instances de base du FLN devra porter leur nombre (adhérents) à "un million d'ici à fin 2018".

Rappelant l'organisation récente d'assemblées générales de toutes les qasmas et mouhafadha, le SG du FLN, a déploré le fait que "plusieurs qasmas n'ont pas renouvelé leurs membres depuis 2010".

Réitérant le soutien indéfectible du FLN au Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le SG du FLN a rappelé que sa formation politique était en phase d'élaborer un bilan sur 20 ans de réalisation en Algérie, soit depuis 1999.

Des rencontres régionales similaires seront ultérieurement organisées dans l'ouest, le centre et dans le sud du pays pour accélérer le processus de réorganisation des structures de base du FLN, a indiqué Djamel Ould Abbès.

UNIVERSITÉ DE OUARGLA :
Consolider le partenariat
"stratégique" avec l'environnement
économique

L'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO) s'engage à consolider le partenariat "stratégique" avec son environnement socio-économique, a affirmé mercredi le recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2017/2018.

"L'UKMO s'engage à consolider le partenariat stratégique avec son environnement socio-économique pour améliorer la qualité de formation et répondre aux besoins du marché du travail," a précisé Mohamed Tahar Halilat, avant de saluer avec satisfaction le classement historique de son université parmi les meilleurs établissements d'enseignement supérieur algériens, maghrébins et africains pour l'année 2018, selon "uniRANK" (University Ranking / www.4icu.org). Il s'agit de la 39ème place dans le Top 200 des meilleures universités africaines, sachant que ce classement met l'UKMO au 1er rang dans le top 66 universités algériennes et la 1ère université maghrébine, a-t-il ajouté.

De son côté, le wali de Ouargla Abdelkader Djellaoui a indiqué que le soutien accordé à l'université par les pouvoirs publics "traduit l'im-



portance que revêt l'enseignement supérieur pour l'Etat algérien", soulignant que l'UKMO doit être au cœur "de la bataille de développement durable", tout en contribuant à favoriser l'insertion des diplômés dans le monde du tra-

vail et les encourager à créer leurs propres projets dans le cadre des dispositifs de l'aide à l'emploi de jeunes. Au total, 57 lauréats (licence et master), dont sept (7) étudiants subsahariens, ainsi que d'autres aux besoins spécifiques ont

été honorés lors de cette cérémonie de clôture de l'année universitaire 2017/2018 qui s'est déroulée en présence des autorités locales, des cadres et enseignants de l'université, ainsi que les proches des lauréats.

AGRICULTURE
Refoulement des produits agricoles exportés :
les professionnels de l'agriculture dénoncent
une "campagne de déstabilisation"

La Chambre nationale d'agriculture a dénoncé, mardi, une "campagne de déstabilisation du monde agricole", suite aux informations relayées au sujet du refoulement de la marchandise algérienne exportée vers la Russie et le Canada, en l'occurrence pommes de terre, tomates et dattes.

"Une Campagne sans précédent de déstabilisation du monde agricole, notamment sa composante de producteurs, accusant à tort ces derniers d'utilisation abusive de pesticides" estime un communiqué de la Chambre nationale d'agriculture.

A cet effet, "les professionnels dénoncent avec force et vigueur cette campagne, car ils estiment que le taux d'utilisation de ces produits reste de très loin inférieur à celui de leurs homologues européens", ajoute-on.

La Chambre a, par ailleurs, rappelé que "les agriculteurs potentiels d'aujourd'hui, susceptibles d'exporter leurs produits, sont suffisamment instruits et

maîtrisent parfaitement l'itinéraire technique de leurs productions notamment l'utilisation des pesticides et surtout leur durée de rémanence avant récolte, ajoutant qu'on assiste "à une dynamique sans précédent d'exportation d'un volume de 45 milles tonnes de différents produits agricoles durant le 1er trimestre de l'année en cours".

Néanmoins, "cette regrettable campagne aux buts inavoués, nous laisse penser que notre politique de développement agricole dérange certaines parties qui voient en l'Algérie comme éternel importateur d'autant plus qu'on assiste depuis peu à l'interdiction d'importation d'une panoplie de produits agricoles (pommes, oranges, ail, raisin, olives etc...)" dénonce la Chambre.

La Chambre nationale d'agriculture s'est, en outre, interrogée "pourquoi nos dattes sont exportées par des pays tiers sans qu'elles n'aient aucun rejet des pays destinataires?" Pour rappel, le ministère de l'Agriculture, de développement rural

et de la pêche avait indiqué lundi dans un communiqué que les causes de refoulement des produits agricoles depuis le Canada et la Russie ne sont pas d'ordre phytosanitaire.

Mardi, le directeur de la protection des végétaux et des contrôles techniques auprès du ministère de l'Agriculture, du développement rural et la pêche, Khaled Mouden, a indiqué à l'APS que le refoulement de dattes et de pomme de terre exportées par l'Algérie vers le Canada et la Russie est dû au non respect de la chaîne de froid par l'exportateur Précisant que les services du ministère de l'Agriculture n'ont toujours pas reçu de notification concernant ces marchandises refoulées, M. Mouden fait savoir que "selon les dernières investigations, il s'agit d'un exportateur privé qui n'a pas respecté la chaîne de froid en n'ayant pas utilisé le conteneur frigorifique.

Ce qui a provoqué la multiplication de nombre d'insectes dans les dattes exportées".

JUSTICE
Plus de 82.000 prisonniers au niveau national inscrits en enseignement
général et en formation professionnelle pour la saison 2017/2018

Le nombre de détenus au niveau des établissements pénitentiaires inscrits en enseignement général et dans les filières de la formation professionnelle et artisanale s'est élevé à plus de 82.000 inscrits durant la saison 2017/2018, et ce dans le cadre du développement et de la promotion des programmes de rééducation et de réinsertion au niveau de ces établissements, a indiqué mardi à Alger, le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Mokhtar Felioune.

Le nombre de détenus inscrits en enseignement général s'est élevé pour la saison 2017-2018 à 42.937

inscrits et à 39.992 pour les prisonniers inscrits dans les filières de la formation professionnelle ou l'artisanat, ce qui porte le nombre total des détenus à 82.929 inscrits, a fait savoir M.

Felioune qui s'exprimait lors d'une cérémonie de distinction des lauréats du concours national de récitation et de psalmodie du coran, organisée à l'établissement de rééducation et de réadaptation d'El Harrach à l'occasion de Leilat El Qadr.

Il a ajouté, à ce propos, que le nombre de détenus "candidats aux épreuves du Baccalauréat pour la saison 2017-2018 s'élève à 4391 ins-

crits et à 4698 pour les épreuves du Brevet de l'enseignement moyen, tandis que le nombre de détenus inscrits dans les classes de récitation du Coran s'est élevé à fin avril à 8281 inscrits".

M. Felioune a assuré que l'organisation de ce genre de concours intellectuels, religieux et culturels au niveau des établissements pénitentiaires permettaient aux détenus de décrocher des diplômes et de développer des compétences qui facilitent leur réinsertion dans la société.

Il a relevé que ces concours connaissent un fort intérêt de la part des détenus et témoignent, de

ce fait, des efforts consentis par ces établissements pour élever le niveau intellectuels des détenus à travers l'organisation d'activités culturelles et religieuses. S'agissant du tour final du Concours national de récitation et de psalmodie du Coran qui a vu la participation de sept détenus, le premier prix est revenu à un détenu de l'établissement de rééducation et de réadaptation de Tizi Ouzou, tandis que la première place dans la spécialité poésie est revenue à une détenue du même établissement. Dans la spécialité conte, le premier prix est revenu à un détenu de l'établissement de rééducation et de

réadaptation de Blida, tandis qu'un détenu de l'établissement de rééducation et de réadaptation de Koléa a été distingué pour avoir réussi à lire et à résumer trois tomes du livre "Zal El Maaad" de Ibn El Djouzi, de même pour une détenue de l'établissement de rééducation et de réadaptation d'El Harrach pour son résumé du livre de Abdelfettah Zedah.

La cérémonie a été clôturée par la présentation de l'expérience de deux détenus ayant réussi à réaliser d'importants succès dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle.

FINANCES -
DISTRIBUTEURS**Ouargla : le retrait d'espèces à partir d'un GAB ou DAB, un service qui fait des mécontents**

Le retrait d'espèces à partir d'un guichet ou distributeur automatique de billet de banque (GAB ou DAB) constitue souvent un casse-tête à Ouargla où il continue de faire des mécontents, particulièrement les week-ends et les jours fériés, a-t-on constaté.

De nombreux citoyens rencontrés par l'APS ont exprimé leur "ras-le-bol" et se plaignent des pannes récurrentes qu'enregistre souvent la quinzaine de GAB ou DAB à travers la ville.

Installées pour faciliter les prestations destinées aux clients et épargner les longues files d'attente dans les différents établissements bancaires et postaux, ces machines sont parfois en panne permanente ou affichent leur "impossibilité" de satisfaire les besoins des détenteurs de cartes interbancaires (CIB) et postales concernant le retrait de billets et la consultation du solde bancaire notamment, déplorent-ils.

Cette situation pénalise les clients, dont certains s'insurgent contre les pannes, les défaillances dues aux coupures de réseau ainsi que l'absence de liquidités au niveau de ces distributeurs, signalant que l'image est pareille dans les quartiers périphériques de la ville d'Ouargla et les différentes communes de la wilaya.

"A chaque fois que je passe pour consulter mon compte ou retirer de l'argent je me retrouve soit devant un distributeur "hors service", soit que le réseau "ne répond pas" ou que l'opération "ne peut être effectuée", a grogné Ahmed, B, enseignant de son état.

"Je me pose la question de savoir à quoi servent ces machines lorsqu'elles ne disposent pas de suffisamment de liquidités pour honorer les retraits d'argent et tombent à chaque fois en panne ?", s'interroge, pour sa part, Mme Djamilia, H, cadre d'entreprise retraitée. Selon des responsables d'établissements bancaires et postal, cette situation est justifiée notamment par la défaillance momentanée du réseau, en plus de pannes techniques des distributeurs automatiques souvent la cible d'actes de vandalisme.

A ce sujet, le directeur de wilaya du secteur de la Poste et télécommunications, Belkacem Hamadine, a fait état de l'existence de 25 distributeurs d'Algérie-Poste à travers toute la wilaya, dont cinq sont en panne, sachant que la maintenance de ces équipements spécifiques est assurée par une équipe spécialisée dépêchée de la Direction générale.

Concernant la disponibilité des liquidités dans ces distributeurs, le même responsable a fait état d'une contrainte de plafonnement des sommes introduites dans ces appareils, tout en annonçant un prochain programme de 20 nouveaux GAB à installer à travers la wilaya.

A l'approche de l'Aid El-Fitr, certains bureaux de postes ont entamé, depuis mardi dernier, l'application des horaires de travail de nuit après le 1^{er} tour (21h30 à 23 h30).

Cette opération, assurée par la recette principale (chef-lieu de wilaya) ainsi que d'autres bureaux de postes implantés notamment au niveau des trois grandes agglomérations urbaines de la wilaya (Ouargla, Touggourt et Hassi-Messaoud) vise à faire face à la forte demande des clients à l'approche de l'Aid El-Fitr.

LE MINISTRE DU COMMERCE, SAÏD DJELLAB, L'A DÉCLARÉ DE SIDI BEL-ABBÈS**Nécessaire accompagnement des investisseurs et opérateurs économiques et les encourager à exporter leurs produits**

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a insisté, mardi à Sidi Bel-Abbes, sur la nécessité d'accompagner les investisseurs et opérateurs économiques et les encourager à exporter pour diversifier les revenus de l'économie nationale et contribuer au développement durable.

M. Djellab a indiqué, lors d'un point de presse en marge de sa visite dans la wilaya, que son département travaille de concert avec les représentants de secteurs ministériels et d'autres instances pour le développement de l'exportation dans le secteur agricole et ce, en application des instructions et recommandations qui entrent dans le cadre de la stratégie nationale Export 2019-2023, adoptée par le ministère dans le cadre du plan d'action pour l'accompagnement des exportateurs dans la filière agricole et réduire les difficultés pour aller vers la transformation et l'exportation.

Le ministre a annoncé l'installation d'une équipe de travail au niveau du ministère du Commerce qui oeuvre à accompagner différents acteurs et partenaires pour la réalisation du développement durable, soulignant qu'il sera procédé, le 2 juillet prochain, à la mise en place d'un atelier de travail avec différents investisseurs et opérateurs économiques ayant une expérience dans le domaine de l'exportation, pour étudier les modalités et mécanismes susceptibles de stimuler les exportations dans le domaine agricole, en application des instructions du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qu'il a adressées aux participants lors des assises nationales sur l'agriculture le 23 avril dernier. Lors de sa visite des exploitations agricoles dans la daïra de Sidi Ali Benyoub, le ministre a expliqué que la wilaya de Sidi Bel-Abbes dispose d'un "grand potentiel" agricole et que les produits agricoles ont connu un "bond quantitatif et qualitatif" durant les dernières années, permettant au produit national de s'imposer sur les marchés internationaux.

Saïd Djellab a insisté, au passage, sur la coordination entre les différentes instances et les opérateurs économiques, l'accompagnement de tous les projets et l'encouragement des initiatives locales visant à assurer un développement durable pour l'exportation



des produits agricoles et informer les exportateurs sur les exigences des marchés mondiaux selon les standards internationaux.

Au sujet de la proposition contenue dans la Loi de finances complémentaire de l'année 2018, qui concerne la création d'une taxe provisoire imposable aux produits importés avec un taux variant entre 30 et 200 pour cent, le ministre a expliqué que cette proposition vise essentiellement la protection du produit national et, partant, du marché national au profit des entreprises locales leur permettant de glaner des parts sur le marché national. Le ministre a évoqué aussi la mise en application de mesures permettant de rééquilibrer la balance commerciale à court terme et relancer le produit national, assurant que son département s'appuie sur deux éléments déterminants pour la protection de la production nationale dans le cadre de l'import substitution et de la diversification de l'économie.

A une question sur les causes du reflux de produits agricoles exportés récemment vers le Canada et la Russie, le ministre a expliqué que cette opération de commerce extérieure "n'est pas liée à des conditions phytosanitaires", faisant observer que le ministère du Commerce "veille au suivi des opérations de commerce exté-

rieur des produits agricoles et à ce que ces produits puissent répondre aux normes phytosanitaires internationales exigées par le pays importateur, et ce pour protéger l'image du produit national à l'étranger." Saïd Djellab a souligné qu'il sera procédé à l'ouverture du dossier portant sur l'organisation du marché et la distribution après Aid El Fitr, annonçant la mise en place d'un groupe de travail avec l'ouverture d'un large dialogue avec les producteurs et les associations dans ce sens durant le mois de septembre prochain.

Le ministre du Commerce s'est rendu dans la zone industrielle du chef-lieu de wilaya de Sidi Bel-Abbes où il a visité l'entreprise Chiali spécialisée dans la production de tuyauterie et de matériels hydrauliques.

L'entreprise khanthar qui produit des accessoires de véhicules, il a écouté les préoccupations d'investisseurs ayant trait à la commercialisation, l'exportation et obstacles auxquels ils sont confrontés.

A Sidi Lahcene, le ministre a visité le moulin Azzouq pour la production de diverses denrées alimentaires, avant de clôturer sa visite dans la daïra de Sidi Ali Benyoub où il a visité deux exploitations agricoles modèles de production de fruits qui utilisent des techniques d'irrigation avancées.

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL (PDG) DE SONATRACH, ABDELMOUMÈNE OULD KADDOUR, L'A ESTIMÉ HIER À ORAN**La perspective de placer Sonatrach dans le TOP 5 est réalisable**

Le Président directeur général (Pdg) de Sonatrach, Abdelmoumène Ould Kaddour, a estimé mercredi à Oran que la perspective de placer le groupe pétrolier national parmi les cinq meilleures compagnies pétrolières au monde (TOP 5) était réalisable. S'exprimant lors de la présentation de la stratégie de la Sonatrach à l'horizon 2030 (SH 2030), au siège de l'activité Aval à Oran, M. Ould Kaddour a indiqué que "Sonatrach s'est fixée l'objectif de figurer à l'avenir et à travers sa stratégie, parmi les cinq meilleures entreprises pétrolières au monde", soutenant que cela "n'est pas une chose impossible et c'est certainement réalisable".

Le responsable du groupe qui s'est étalé sur les points focaux de la nouvelle stratégie de Sonatrach, n'a pas



manqué de souligner l'adhésion de tout le personnel de la compagnie, qualifié, "motivé et engagé" à ce projet "SH 2030", relevant, à ce titre, l'importance d'aller vers les régions pour expliquer les objectifs de la stratégie à court, à moyen et à long termes. A Oran, la présentation de la stratégie s'est focalisée sur les aspects de déve-

loppement en relation avec l'activité Aval, tandis que les présentations précédentes ont porté sur la vocation et la spécificité de chaque région, comme Hassi Messaoud, Skikda et Hassi R'mel.

"Nous tablons sur l'excellence. Nous estimons que cette perspective est faisable et jouable, car nous avons bien étudié tous les critères

qu'il faut et quels sont les points à développer", a-t-il argumenté.

"Nous comptons aussi sur la capitalisation de toutes nos potentialités, humaines, notamment à travers le travail en commun et sur le capital expérience de Sonatrach", a soutenu M. Ould Kaddour, précisant que la stratégie est nationale et internationale à la fois. "Nous sommes en train d'expliquer cette stratégie à l'internationale et de discuter avec nos partenaires, avec qui nous voulons travailler davantage et créer de nouvelles opportunités de business et de la valeur ajoutée pour notre pays", a-t-il ajouté, tout en promettant de présenter les aspects financiers de la "SH 2030", lors d'une prochaine rencontre.

LA MINISTRE DE LA POSTE, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, DES TECHNOLOGIES ET DU NUMÉRIQUE, HOUDA-IMANE FARAOUN, L'A ANNONCÉ À PARTIR DE TIZI-OUZOU

Les premières agences bancaires d'Algérie poste seront déployées en 2019

Les premières agences bancaires d'Algérie poste seront déployées en 2019, a annoncé mardi à Tizi-Ouzou la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Faraoun.

S'exprimant lors d'un point de presse qu'elle a animé en marge de sa visite de travail dans la capitale du Djurdjura, Mme Faraoun, a expliqué que le projet d'une banque postale qui "était une idée il y a quelques années commence à se concrétiser à présent.

Algérie poste a dépassé ses problèmes budgétaires et réalise depuis deux ans des résultats positifs qui lui permettent de financer ses programmes d'investissement et de développement".

Une étude financière, économique et d'opportunité est en cours d'élaboration et une opération de mise à niveau des bureaux de postes a permis de mettre ces structures aux normes bancaires.

"Une fois l'étude économique finalisée, nous commencerons le déploiement de ce nouveau service, et ce n'est qu'en 2019 que nous commencerons à parler des premières agences bancaires", a indiqué la ministre, précisant qu'avant cette échéance "il y aura peut être quelques services qui s'apparentent aux services bancaires qui commenceront à se déployer au niveau d'Algérie poste".

Mme Faraoun qui avait procédé durant sa visite dans la wilaya à la réouverture, après travaux de réhabilitation, de quatre bureaux de poste aux villages Tizra Aissa (Ait Yahia Moussa), Timizart Loghbar (Tizi-Ouzou), Tala Amara (Tizi-Rached), et Tamaassit (Aghribs) fermés durant la décennie noire, a observé que ces remises en service marquent le retour de la stabilité et de la sécurité dans ces régions isolées de la wilaya.

Pour la sécurisation de ces bureaux contre le banditisme, un projet est lancé au niveau national pour les agences de vidéo surveillance.

"Algérie poste a déjà passé le marché avec une entreprise public et le déploiement de ces équipements prendra quelques mois", a-t-elle rappelé.

Elle a observé que 32 bureaux de poste étaient fermés pour des raisons sécuritaires.

"Une opération a été inscrite pour la réhabilitation et la réouverture de 29 structures dans une première étape dont 12 ont déjà rouverts et les 17 restants seront mis au



service des citoyens d'ici la fin de l'année en cours", selon les explications fournies par les représentants d'Algérie poste.

"Aujourd'hui la wilaya de Tizi-Ouzou récolte les fruits du programme du Président de la République Abdelaziz Bouteflika pour le recouvrement de la sécurité, de la stabilité et du développement du pays", a rappelé Mme Faraoun.

Outre le programme de réouverture de bureaux de poste fermés, la ministre a annoncé l'ouverture de nouvelles agences pour répondre à la croissance démographique au niveau local et réduire l'actuel taux de couverture de la wilaya par Algérie poste qui est de 700 habitants/bureau de pour le ramener à moins de 5000 habitants/bureau.

La ministre a rassuré que le déploiement d'Algérie poste se fera au niveau de tous les villages de la wilaya, et que la densité de la population ne sera pas une contrainte à ce programme.

"La difficulté du déplacement pour les habitants des villages éloignés nous impose la nécessité d'ouvrir un bureau de poste dans chaque village, même s'il compte moins de 1000 habitants", a-t-elle dit. Mme Faraoun qui avait procédé au lancement du projet FTTH au profit de 1064 logement du Pôle d'excellence de Oued Fali, dans la commune de Tizi-Ouzou, en rappelant que cette wilaya est parmi les cinq circonscriptions pilotes (avec Oran, Blida, Alger et Bouira) qui vont recevoir ce service.

Cette nouvelle technologie sera généralisée vers d'autres zones une fois ce site pilote entré en commer-

cialisation. Elle a aussi observé que l'ensemble du territoire de la wilaya sera couvert par la fibre optique.

S'agissant de la 4G LTE, Mme Faraoun a observé que la wilaya compte 78 stations assurant une couverture de 94%.

A une question sur la vitesse du débit internet, la première responsable du secteur a dénoncé les statistiques publiées par certaines entreprises et des vendeurs d'équipements "qui sont parfois un peu déçu de n'avoir pas été choisis, mais quant à placer l'Algérie à l'avant dernière position cela est tout simplement ridicule", a-t-elle relevé.

Concernant le déploiement des terminaux de paiement électronique, dont le besoin exprimé au niveau national est de plus de 3 millions d'équipements, Mme Faraoun a rappelé que dans le cadre de l'encouragement et du soutien de la production et de l'économie nationales, un marché a été passé entre Algérie poste et l'ENIE de Sidi Bel Abbes qui s'est engagée à se doter de plusieurs chaînes de production pour augmenter ses capacités.

"Il s'agit d'un grand marché. Plutôt que de les importer, nous avons préféré prendre quelques mois supplémentaires pour avoir un produit national.

Une fois les premiers produits homologués pour s'assurer qu'ils ne porteront aucun préjudice aux transactions financières nous entamerons la généralisation de ces TPE. Aussi l'échéance du 31/12/2018 ne suffirait pas.

Il y'aura certainement une prorogation des délais", a-t-elle observé.

PRIX DU PÉTROLE

Le Brent à 76,23 dollars le baril à Londres



Les cours du pétrole divergeaient mardi en cours d'échanges européens alors que la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a légèrement augmenté en mai.

Mardi après midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 76,23 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 23 cents par rapport à la clôture de lundi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de juillet prenait 30 cents à 66,40 dollars une heure après son ouverture.

La production de brut des pays de l'Opep a légèrement augmenté le mois dernier, tirée par l'Arabie Saoudite.

Depuis début 2017, l'Opep et dix autres producteurs, dont la Russie, limitent leurs extractions, dans le but de compenser une production abondante des Etats-Unis et garder le marché à l'équilibre.

Mais alors que l'offre mondiale pourrait être réduite par les problèmes de production du Venezuela et les sanctions américaines contre l'Iran, l'Arabie saoudite et la Russie ont dit vouloir mettre sur la table une hausse des seuils de production.

"La réunion de l'Opep aura lieu dans plus d'une semaine, mais les paris sur la décision qui sera prise dictent la direction des prix", a résumé un analyste.

L'Irak et l'Iran, notamment, n'ont pas énormément de marge de manœuvre pour augmenter leurs productions, et préféreraient voir l'effort de l'Opep et de ses partenaires continuer pour maintenir les prix à un niveau élevé. La réunion aura lieu fin juin à Vienne.

COMMERCE

Washington impose des droits antidumping sur les olives espagnoles

Le département américain du Commerce a annoncé mardi des droits antidumping et des droits compensateurs sur les olives espagnoles, estimant que celles-ci ont bien été subventionnées et vendues à des prix inférieurs à leur valeur réelle.

"L'administration Trump a estimé que les olives en provenance d'Espagne sont vendues de 16,88% à 25,5% de moins que leur valeur réelle", selon un communiqué stipulant une décision finale.

Le département du Commerce avait estimé précédemment, dans des décisions préliminaires publiées en novembre et janvier, que ces denrées étaient vendues à des prix inférieurs de 14,64%, de 16,80% et de 19,73% à leur valeur réelle.

Dans sa décision de mardi, il a conclu en outre que l'Espagne a subventionné ses producteurs d'olives à hauteur de 7,52% à 27,02%.

En 2017, les importations d'olives d'Espagne aux Etats-Unis ont représenté 676 millions de dollars. L'administration Trump est donc restée sourde aux demandes des Européens.

En mars, les députés européens avaient pressé l'administration Trump de revenir sur son intention d'imposer des droits antidumping sur les importations d'olives espagnoles. Le Parlement européen avait ainsi invité "les autorités des Etats-Unis à revenir sur leur décision provisoire et à rétablir une approche mutuellement constructive dans ce domaine". "L'ultime décision reviendra néanmoins à la Commission américaine du commerce international (ITC). Celle-ci doit trancher sur le dossier le 24 juillet", a précisé le département du Commerce.

L'administration Trump multiplie depuis des mois des mesures protectionnistes qui suscitent l'indignation de ses partenaires commerciaux.

APS

AGRICULTURE - CÉRÉALES

Le prix du blé à la hausse hier sur Euronext

Les prix du blé étaient légèrement en repli hier après-midi, dans un mouvement de correction au lendemain d'une forte hausse provoquée par un rapport américain. En milieu de journée, sur Euronext, la tonne de blé reculait de 1,75 euro sur l'échéance de septembre, à 181,75 euros, et de 1,25 euro sur celle de décembre, à 185,75 euros, pour un peu moins de 20.000 lots échangés. Mardi soir, le ministère américain de l'Agriculture a fortement révisé à la baisse la production de blé russe, à

68,5 millions de tonnes (Mt) contre 72 Mt le mois précédent. Cette estimation a provoqué une petite montée de fièvre sur Euronext. Mais cette révision ne modifiait toutefois pas fondamentalement la donne en matière de stocks de fin de campagne, ces derniers étant même légèrement révisés à la hausse.

La tonne de maïs, elle, était également en repli, reculant de 1,25 euro sur l'échéance d'août comme sur celle de novembre, à respectivement 167,25 euros et 170 euros, pour 800 lots échangés.



BRÈVES DE KHEMIS MILIANA «L'association Mahfoud Touahri présente "Beit El wardi"»

Dans le cadre du programme des soirées ramadanesques, l'association dramatique Mahfoud Touahri a présenté une pièce théâtrale intitulée « Beit El wardi » à la maison de Wardi au niveau de la salle des fêtes Mohamed Boudiaf à Khemis Miliana, organisé par la DJS. Une pièce comique qui parlait sur un conflit entre le père qui a perdu sa femme et qui voulait se remarier et ses enfants qui étaient contre son choix et voulait l'héritier. Mais le père El wardi, très malin a réussi à la divisé et gagné son pari. Le public a largement applaudi cette présentation et félicité les artistes de cette association qui étaient à l'auteur, notamment Takhrise Rédha, Samir Boumaad (le président), Tichoudad Chafik, Ahmed Bourargua et Chahdaoui Fawzi. Pour rappel, Boumaad Hamdane, l'artiste et l'acteur de la TV et membre de l'association qui est très malade, souffre toujours de son handicap, et tous les présents lui souhaitent un prompt rétablissement.

L'ARTISTE AÏCHA HELLAL PRIMÉE PAR LE WALI «Tel père telle fille»

Le rêve de l'artiste Aïcha Hellal de Khemis Miliana est réalisé ce dernier 8 juin, à l'occasion de la journée nationale de l'artiste, où Mr le Wali a rendu hommage à l'enfant du pays, l'artiste Aïcha Hellal pour l'ensemble de ses œuvres artistiques mais surtout pour son engagement indéfectible à la formation des jeunes dans l'art de la poterie, de l'artisanat et de la peinture. Cette fois, l'initiative est revenue à Mr le Directeur de la Culture, en l'invitant à dresser sa fameuse tente où sont exposées quelques œuvres de sa création. Le public venu très nombreux, s'intéressa aux objets exposés: portraits, jarres, sculptures diverses et quelques tableaux dignes des grands maîtres de la peinture. « Madame Aïcha Hellal nous a habitués à dresser sa tente pour nous présenter l'ensemble de ses œuvres, c'est devenu presque une tradition » nous a confirmé Mr Maouche Nasser-Eddine, un citoyen de la ville de Khemis Miliana. « A chaque manifestation culturelle, elle a toujours été la première à répondre aux vœux des citoyens et des responsables de son secteur » confirme le maire de la ville. Bon courage l'artiste.

«L'association El Widad récompense tous ses élèves et les bénévoles »

Les lauréats du concours de récitation du Saint Coran ont été récompensés par l'association charitable « El Widad » présidé par Krimi Wahid. Plusieurs jeunes garçons et filles de tous âges étaient honorés par cette récompense en présence de leurs parents. Ainsi les enfants circoncis, ont été gâtés par des cadeaux symboliques. L'association n'a pas oublié de récompenser les bénévoles de l'association qui ont travaillé tout au long du mois du Ramadan, notamment les cuisiniers et les serveurs. Ils ont été primés par le maire de la ville et le DAS. Ce dernier, a affirmé que le centre des enfants assistés de Zougala sera ouvert dans les plus brefs délais et sera dirigé par le président de l'association « El Widad ». Par ailleurs, l'APC de Khemis Miliana a organisé une fête aux profits des enfants circoncis, en collaboration avec l'association El Amel, et le croissant rouge algérien. Au niveau de la mosquée du quartier d'El Emir Abdelkader, des fillettes récitant du Coran ont été primées par l'Imam Tahar en présence de leurs parents et les fidèles. Le programme du mois du Ramadan de la ville de Khemis Miliana était très riche cette année, grâce aux efforts des membres de la commission de la culture et le sport de l'APC et les associations actives. Pour rappel, plusieurs responsables de l'APC et députés ont remarqué que le chef de daïra n'a assisté à aucune activité durant ce mois sacré du Ramadan.

LA DCP ET LA SÛRETÉ DE WILAYA D'AIN DEFLA

«Compagne de sensibilisation d'intoxication alimentaire»

Menée dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation, en prévision de la saison estivale, sous le slogan « Nourriture saine, gaspillage moindre », les services de la sûreté de wilaya d'Ain Defla, ont organisé une campagne de sensibilisation au danger d'intoxication alimentaire, en coordination avec la direction du commerce et les partenaires sociaux. Cette campagne qui a ciblé les marchés vise à sensibiliser les commerçants et les consommateurs aux dangers d'intoxication alimentaire. L'opération a mobilisé les policiers et les agents de la DCP qui ont distribué des dépliants aux citoyens et aux commerçants.

Salim Ben

TISSEMSILT

Remise des clés de 130 logements (LPL - LSP) et de 500 décisions d'affectation d'aides rurales

Le wali de Tissemsilt, Abdelkrim Megherbi, a procédé à la distribution des clés de plus de 130 logements.

Le wali de Tissemsilt a présidé, au siège de la wilaya, une cérémonie de distribution des clés de 130 unités dont 40 LPL à Sidi Slimane, 50 LPL à Sidi Lantri et 40 LSP à Tissemsilt, chef lieu de wilaya, outre la remise de 500 décisions d'affectation d'aides à la construction rurale, réparties sur plusieurs communes. Nos services s'attendent à faire de 2018, l'année de concrétisation du programme du Président de la République relatif à la distribution des logements, selon un calendrier fixant la fin de cette année pour la distribution de la totalité des logements programmés, a indiqué le wali par intérim à l'occasion. Il a, en outre, instruit les responsables du secteur de l'Habitat, l'OPGI, AADD et le service de la DUAC, sur l'impératif lancement de tous les projets de logements, estimés à près de 11 000 unités de différentes formules, tout en veillant à leur travaux d'aménagement. Lors de cette cérémonie, le wali a rappelé que la wilaya de Tissemsilt dispose d'un programme ambitieux de logements sociaux et RHP qui sont en cours de réalisation. Pas moins de 90 logements (LPL) seront distribués le 05 juillet 2018 à Lazharia ainsi que pour la commune de Laïyoune (195 logements) et la commune de Khemisti (585 unités). A cet effet, il a été décidé l'attribution de quelque 3 011 unités à travers la wilaya de Tissemsilt dont 1530 pour le chef lieu de wilaya (350 unités à Seflah, 700 unités à la ZHUN, 100 unités situées sur la route de Hamadia, 270 unités à Ain Lorra et 110 unités à Sidi Khelifa). La cérémonie de remise des clés qui s'inscrit dans le cadre d'une



opération nationale portant distribution, sur décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de plus de 50.000 logements à travers tout le territoire national, a eu lieu dans une ambiance festive.

Il s'agit là de "l'une des plus grandes" opérations de distribution de logements qu'a connu l'Algérie indépendante, a attesté le wali, Abdelkrim Megherbi dans une allocution prononcée à cette occasion, saluant les efforts déployés par le président de la République pour conférer un meilleur cadre de vie au citoyen notamment en matière de logement. Rappelant que plus de 3 millions de logements ont été distribués en Algérie depuis près de deux décennies, M. Abdelkrim Megherbi a insisté sur la valorisation de cet effort à travers une prise de conscience populaire pour la préservation de tous ces acquis. "L'Etat a de tout temps œuvré à accompagner le citoyen

en prenant en charge toutes ses préoccupations notamment celles en rapport avec le logement", a souligné M. Abdelkrim Megherbi. Le wali par intérim Abdelkrim Megherbi, a assuré que des "instructions ont été données aux daïras et communes en vue de l'entame de la distribution des logements dans les plus brefs délais, soit immédiatement durant cette année 2018. Le wali Abdelkrim Megherbi suit personnellement ce dossier en tant que directeur de l'exécutif qui effectuent des visites prolongées dans les chantiers et bousculent les entreprises de réalisations retardataires. Elle invite les familles concernées à faire preuve de patience et leur promet une issue heureuse dans un avenir très proche. Les bénéficiaires de cette opération n'ont pas manqué d'exprimer leur gratitude et reconnaissance à l'Etat algérien.

ABED MEGHIT

SÛRETÉ DE WILAYA :

Circoncision des enfants de policiers

La Sûreté de la wilaya de Tissemsilt a organisé, à l'occasion de Leilat El kadr, une circoncision collective au profit des enfants des fonctionnaires de la police et de quelques familles nécessiteuses. La salle de la maison de la culture « Mouloud Kacem Nait Belkacem » de Tissemsilt, qui a abrité une soirée artistique à cette occasion,

où un groupe de la chanson traditionnelle s'est produit durant plusieurs heures, a rendu l'ambiance chaleureuse et agréable. La circoncision s'est déroulée à l'Hôpital de Tissemsilt et en présence, bien sûr, des parents des intéressés.

A. M.

BATNA :

Raccordement au réseau d'électrification rurale de 50 foyers dans la commune de Lemsane

La mise en service du raccordement au réseau d'électrification rurale au profit de 50 familles vivant dans deux régions enclavées de la commune de Lemsane, relevant de la daïra de Ouled Si Slimane, située à l'ouest de la ville de Batna à environ 50 km a eu lieu mardi dans une ambiance festive. Cette opération, présidée par le wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, a ciblé 30 familles du lotissement n 2 et 20 autres familles dans le village de Bouinsen et ce, dans le cadre d'une opération d'extension. Une inspection des villages de Ouled Ouech et Ouled Bitam,

comptabilisant respectivement 147 et 34 familles devant être raccordés au réseau électrique a été opérée à l'occasion où les travaux sont estimés 60%, pour un délai de réalisation de 18 mois, a affirmé la directrice locale de l'énergie, Razika Yahiaoui. Cette même responsable a également indiqué que le projet englobe au total le raccordement des concentrations urbaines de Ouled Ouech et Ouled Bitam, le lotissement n 2 et l'extension de Lemsane, pour un montant financier estimé à 55, 646 millions de dinars financés sur le budget de la wilaya, en

vue de raccorder 220 familles à raison de 252 000 DA par foyer. Après avoir écouté les inquiétudes des citoyens de Bouinsen, le wali de Batna a promis de prendre en charge, la réalisation d'une route reliant ce village à la RN 86, sur budget de la wilaya, ajoutant que cette région allait bénéficier d'une opération de raccordement au gaz naturel dans le cadre d'un programme spécial dont a bénéficié la wilaya lors de la dernière visite du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire à Batna.

ORAN :

Promotion de l'établissement hospitalier régional de la Sûreté nationale en EHU

L'établissement hospitalier régional de la sûreté nationale d'Oran a été promu établissement hospitalier universitaire (EHU) grâce aux efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale DGSN qui accorde une grande importance à la santé au sein de son institution, a indiqué le directeur de l'établissement. Le commissaire de police Salem Benachour a indiqué à l'APS que la promotion de cet établissement, en vertu d'un décret publié

au Journal officiel du 21 mars 2018, permettra à l'EHU d'accueillir des étudiants de la faculté de médecine et résidents et sera d'un apport conséquent au système sanitaire de la police et national. En vertu de cette promotion, de nouveaux postes dans plusieurs disciplines médicales seront ouverts et des professeurs en médecine seront sollicités pour encadrer cet EHU, a fait savoir le commissaire Benachour. Entré en service en juillet

2016, cet établissement de santé bénéficiera de nouvelles spécialités telle celle inhérente à la branche cardiovasculaire, qui s'ajouteront aux 26 disciplines existantes dont l'ophtalmologie, la chirurgie générale, la traumatologie, la réanimation, la médecine interne, gynécologie obstétrique et les urgences médicales. Des interventions chirurgicales délicates sont effectuées dans cet hôpital sur des maladies rénales et du tube digestif.

SANTÉ

Sang: le dépistage précoce des maladies et la propagation des cas de cancer derrière une hausse de la demande

Le Dr Mohamed Chaïb du Centre de transfusion sanguine (CTS) de l'Établissement hospitalo-universitaire Frantz Fanon de Blida a indiqué que la hausse de la demande sur le sang s'explique par le dépistage précoce des maladies et la propagation des cas de cancer.

Dans une déclaration à l'APS à la veille la Journée mondiale du donneur de sang (14 juin), organisée cette année sous le slogan "Soyez là pour les autres, donnez votre sang, partagez la vie", M. Chaïb a assuré qu'"il n'y a pas de manque de sang mais les développements scientifiques, le dépistage précoce des maladies, la propagation des cas de cancer et les accidents de la circulation ont induit une augmentation de la demande sur ce produit vital".

Soulignant la nécessité de "promouvoir le don de sang dans tous les centres nationaux", il a tenu à saluer l'affluence des donneurs de sang durant le mois sacré, notamment au niveau des mosquées après la prière des Tarawih, faisant état de quelque 150 poches de sang collectées par jour.

Les centres de transfusion sanguine des différents établissements hospitaliers connaissent une importante affluence durant le mois sacré, ce qui "a accéléré la cadence de collecte", appelant, dans ce sens, à la nécessité d'encourager et de sensibiliser la société civile et les collectivités locales sur l'importance de cette action.

Il a salué, en outre, le rôle accompli par le ministère des Affaires religieuses et des wakfs à travers les prêches du vendredi, ainsi que la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) qui est, selon lui, "parmi les organisateurs réguliers

d'opérations de don de sang".

Dans le même contexte, il a salué le rôle des opérateurs mobiles à travers l'envoi des messages textes adressés aux abonnés pour attirer un plus grand nombre de donneurs ainsi que les efforts des médias visant à mobiliser les donneurs pour passer de 2/3 de donneurs de sang conjoncturels ou familiaux à des donneurs réguliers et permanents. De son côté, le président de la Fédération nationale des donneurs de sang (FNDS), Kaddour Gharbi a appelé à "la nécessité d'inculquer aux générations montantes la culture du don de sang, notamment pour remplacer les donneurs actuels". Estimant que le don de sang est le meilleur geste humain à faire pour ceux qui ont besoin de cette matière vitale, il a déclaré que c'est aussi un droit de citoyenneté, avant de rendre hommage aux donneurs réguliers. "Le don de sang ne relève pas seulement des prérogatives du ministère de la Santé, mais se veut une question sociétale", a-t-il estimé, appelant à "encourager la société civile et inculquer aux enfants d'écoles la pratique de ce geste noble".

Exhortant toute personne âgée entre 18 et 65 ans à donner son sang, il a tenu à rassurer que cet acte n'est nullement nuisible à la santé. Au contraire, a-t-il expliqué, cela contribue au renouvellement du sang dans le corps, d'autant plus que la quantité prélevée ne repré-



sente que 1/16 de celle contenue dans le corps, rappelant qu'un don de sang pouvait sauver la vie de plusieurs personnes, notamment les enfants atteints de thalassémie, de cancer et les victimes des accidents de la route. "À l'exception du corps humain, il n'y a actuellement aucun autre mécanisme permettant la production de cette matière vitale ou de globules rouges et de plaquettes qui doivent être disponibles en permanence", a précisé le président de la FADS.

M. Gharbi a tenu à rassurer tous ceux qui hésitent encore à faire don de leur sang que les services de transfusion sanguine étaient supervisés par des médecins qui veillent à l'orientation des donneurs de sang, ajoutant que la prise de sang ne s'effectuait que sur les personnes en bonne santé et à l'aide de moyens stérilisés et

que les hommes pouvaient faire don de leur sang quatre fois par an contre trois fois par an pour les femmes.

Il a fait savoir que le donneur bénéficiera d'analyses médicales gratuites, ce qui permettra de prendre en charge une éventuelle maladie grave détectée à temps, d'obtenir la carte de groupage et de faire un acte de charité.

Le responsable a appelé les organisateurs de cette opération au niveau des centres de transfusion sanguine sur l'ensemble du territoire national à bien accueillir les donneurs de sang qui s'acquittent d'une noble tâche, celle de donner un peu de leur sang à ceux qui en ont grandement besoin. Il a rappelé dans ce contexte que le sang ne peut être acheté ou stocké pendant une longue période et doit être donné à titre gracieux sous peine de sanctions.

ENFANCE

830 demandes de kafala d'enfants orphelins ou assistés en attente à Alger

830 dossiers de demandes de Kafala (recueil légal) d'enfants orphelins ou assistés sont en attente au niveau de la wilaya d'Alger, a indiqué mardi la vice-présidente de l'Assemblée populaire de la Wilaya d'Alger (APW) chargée des affaires sociales, culturelles et religieuses.

"830 demandes de kafala déposées par des familles n'ayant pas eu le privilège d'avoir des enfants au niveau de la Direction de l'action sociale (DAS) sont en attente depuis 2011 malgré la hausse du nombre d'enfants assistés en manque de chaleur familiale", a déclaré à l'APS Mme Farida Djabali en marge d'une visite des membres de la Commission des affaires sociales de l'APW d'Alger à un nombre de Centres de l'enfance assistée et de personnes âgées.

"Le problème ne vient pas des services de la DAS mais de l'absence d'une actualisation du dispositif de la Kafala pour faciliter les procédures devant permettre à ces enfants de profiter d'un foyer familial et leur insertion sociale", a-t-elle expliqué.

Dans cette optique, Mme Djabali a mis l'accent sur l'impératif de "mettre à jour" les lois où un vide juridique a été relevé, notamment en termes de définition de la durée d'accueil de l'enfant dans le Centre et de délai donné à la mère biologique pour décider de l'abandon ou non de son enfant, car souvent, a-t-elle dit, la mère laisse son bébé au centre sans officialisation de l'abandon pour permettre son "adoption" par une autre famille".

Elle a appelé, à ce propos, à mettre en place des mesures de protection visant à mettre l'enfant sans famille dans le cadre du recueil légal afin qu'il puisse vivre au sein d'une famille à travers laquelle est préservé son équilibre psychologique.

Par ailleurs, la présidente de Commission des affaires sociales et culturelle de l'APW d'Alger, Mme Kadri Ahlam a indiqué que la visite a été l'occasion de constater les lacunes dont souffrent ces Centres, dont "le manque de la ressource humaine (fonctionnaires et encadreurs), qui représente un obstacle pour une bonne prise en charge des pensionnaires". Relevant le peu d'attrait de ces structures en raison des salaires bas, elle a cité également, entre autre les lacunes constatées par la commission, le manque de véhicules d'urgence, l'humidité dans les chambres et le débordement des salles de bain et salles d'eau nécessitant des travaux, notamment au Centre de Sidi Moussa, qui connaît des travaux de restauration du pavillon pour malades mentaux. Le même constat a été fait sans nombre de pavillons et salles d'eau du Centre pour enfance assistée d'El Mohammadia en raison des fuites d'eau, a-t-elle fait savoir. La directrice du Centre de personnes âgées de Sidi Moussa, Mme Balhi Naïma a déclaré, pour sa part, que cette structure prend en charge 101 pensionnaires (hommes et femmes) issus de différentes wilayas du pays dont 36 personnes atteintes de déficience mentale.

Le centre a bénéficié de subventions de la wilaya d'Alger et de la Direction de l'action sociale pour la réfection de certains pavillons et la cuisine, selon la responsable qui a ajouté que "l'état du centre nécessite des réfections d'urgence". Mme Balhi a estimé nécessaire de placer les personnes atteintes de déficience mentale dans des centres spécialisés pour alléger la pression. La directrice de SOS-village d'enfants de Ain Taya, Tahir Siham, a mis l'accent sur les efforts du personnel médical, des psychologues, des pouponnières et des éducatrices qui prennent en charge 33 enfants dont 12 enfants atteints de différents handicaps (3 mois-22 ans), ajoutant que ces enfants qui ne font pas l'objet de demandes de prise en charge en raison de leur état de santé difficile, sont placés dans le centre sur instruction du juge des mineurs conformément à des procédures précises. Pour sa part, Mme Ghoullem Hayet, chargée du dossier de l'enfance assistée à la direction de l'action sociale d'Alger, a fait savoir qu'il y avait plusieurs ateliers de travail réunissant les partenaires du secteur de la Solidarité nationale et de la justice dans le domaine de l'actualisation des lois relatives à la prise en charge des enfants assistés, soulignant que les pouvoirs publics euvraient au parachèvement de la promulgation de textes d'application issus de la loi 12-15, relative à la protection de l'enfant, datée du 15 juillet 2015.

DJELFA : Neutralisation d'un réseau spécialisé dans la falsification de monnaie nationale

Un réseau criminel spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale a été mis hors d'état de nuire par la brigade économique et financière relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Djelfa, a révélé mardi la cellule de communication de ce corps sécuritaire. Les éléments de ce réseau (3), d'une moyenne d'âge de 30 ans, mettaient en circulation de faux billets de banque. Ils procédaient également à la falsification de documents administratifs, a indiqué, à la presse, le chargé de la communication, le commissaire de police Saâd Fites, signalant leur arrestation dans trois opérations distinctes. Selon le responsable, ce coup de filet a permis la saisie de plus de 300.000 DA en faux billets, en plus du matériel utilisé dans leur falsification, au niveau du domicile de l'un des suspects, dans la ville de Djelfa. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Djelfa, a-t-il ajouté.

APS

ACCIDENTS DE LA ROUTE Mila déplore 12 décès dans des accidents de la route durant les quatre premiers mois de l'année en cours

La gendarmerie nationale de la wilaya de Mila a recensé 12 décès dans 25 accidents de la circulation au cours des quatre premiers mois de 2018, selon un bilan présenté mardi à la Maison de la culture M'barek El Mili à l'occasion des journées "portes ouvertes" sur la gendarmerie nationale.

Selon les explications fournies, une hausse dans les cas de décès est enregistrée par rapport à la même période de l'année dernière, où neuf personnes ont été tuées dans 44 accidents de la route.

Les unités de la Gendarmerie nationale ont retiré,

au cours de cette période, 6.428 permis de conduire et ont livré plusieurs amendes d'environ 35,7 millions DA contre le retrait de 3.235 permis et 44,8 millions DA d'amendes pour la même période de l'année 2017. Organisées sous le slogan "Armée-Nation", les "portes ouvertes" sur la gendarmerie nationale, qui ont vu la projection d'un documentaire "La gendarmerie nationale... modernité et professionnalisme", devront se poursuivre jusqu'à jeudi prochain, proposant plusieurs stands à la découverte des missions de ce corps constitué. Le commandant du

groupe territorial de la gendarmerie nationale, le colonel Fathi Mokrani, a affirmé que cette manifestation est devenue "une tradition" pour rapprocher ce corps de sécurité du public. Au cours de la cérémonie d'ouverture, plusieurs membres de ce corps d'arme, des moudjahidine et des journalistes locaux ont été honorés à l'occasion. Des fauteuils roulants ont été également offerts aux personnes aux besoins spécifiques. Des exhibitions des équipes d'intervention de la Gendarmerie nationale ont été présentées à l'occasion de ces journées.

TIZI-OUZOU : Un incendie cause des dégâts matériels dans une usine ENIEM à Oued-Aissi

Les éléments de l'unité principale de la Protection civile de Tizi-Ouzou sont intervenus pour maîtriser un incendie au niveau de l'usine ENIEM de Oued Aissi, au Sud-est de la commune de Tizi-Ouzou, a rapporté mardi un communiqué de ce corps constitué. L'incendie, qui s'est déclaré vers 13h00 au niveau du bloc administratif de

l'entreprise, a provoqué des dégâts matériels dans deux bureaux, ajoute le texte, qui ne fait état d'aucune victime. Une vingtaine d'agents de la Protection civile, une ambulance et trois engins d'incendie ont été mobilisés pour cette opération, poursuit-on. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet incident.

CRISE DE L'EAU EN AFRIQUE DU SUD: Levée de l'état de catastrophe naturelle



L'Afrique du Sud a levé mercredi l'état de catastrophe naturelle décrété mi-février en raison de la sécheresse historique qui frappait la région du Cap (sud-ouest), la deuxième ville du pays.

"J'ai décidé de ne pas renouveler l'état de catastrophe naturelle, qui expire le 13 juin 2018", a déclaré le ministre des Affaires traditionnelles Zweli Mkhize.

"La phase aiguë de la sécheresse dans les provinces du Cap occidental (sud-ouest), du Cap oriental (sud-est), du Cap du Nord (nord-ouest) et d'autres poches plus petites du pays touche à sa fin", a expliqué le ministre dans un communiqué. L'état de catastrophe naturelle avait été décrété dans tout le pays alors que le Cap était menacé d'une rupture d'approvisionnement en eau potable. Ces dernières semaines, la région du Cap a bénéficié d'importantes précipitations saisonnières.

"A cette époque l'an dernier, le niveau d'eau dans les barrages était de 21,2% et la consommation d'eau de 615 millions de litres par jour", a rappelé la municipalité.

Actuellement, le niveau des barrages est de 31,8% et la consommation quotidienne d'eau de 532 millions litres d'eau, a-t-elle ajouté, appelant toutefois la population à poursuivre ses efforts "compte tenu de l'incertitude des précipitations". L'objectif est de limiter la consommation quotidienne d'eau à 450 millions de litres.

"Nous devons nous assurer que nous nous en tenons à nos objectifs et aux restrictions", a savoir une consommation par jour et par personne de 50 litres, a insisté la municipalité. Toute l'Afrique australe a subi ces dernières années une très forte sécheresse, aggravée par le phénomène météorologique cy-

clique El Niño. Mais de très fortes pluies ces derniers mois ont permis à l'essentiel de la région de refaire ses précieuses réserves d'eau.

Comme l'Afrique du sud, le Mozambique est frappé par une sécheresse persistante qui a contraint les autorités locales à restreindre les approvisionnement en eau et a activé un plan d'urgence. Plus d'un million d'habitants de la capitale mozambicaine Maputo et des environs ont été privés récemment d'eau potable.

Des experts et organisations internationales préviennent contre une "crise de l'eau" aux impacts potentiellement graves, générés notamment par le réchauffement du climat et la pollution, et qui se font sentir dans plusieurs parties du globe où les réserves d'eau douce sont en péril.

Cours d'eau bétonnés par des barrages qui n'arrivent plus jusqu'à la mer, nappes aquifères millénaires vidées jusqu'à la dernière goutte, eaux contaminées par diverses pollutions... Les réserves d'eau douce de la planète étaient déjà en péril, avant même que les effets potentiellement dévastateurs du réchauffement ne se fassent sentir, selon les experts.

La planète, dont 97% de l'eau est salée, est traversée par un flux d'eau douce renouvelable de 42.810 milliards de mètres cubes par an, soit 16.216 litres par personne et par jour, près de quatre fois la consommation des habitants des Etats-Unis, selon des données de la FAO (2016). D'après les données de la FAO (2014), 45 pays comme l'Afrique du Sud, Chypre ou le Maroc sont en situation de pénurie (définie par les Nations unies lorsque les ressources sont inférieures à 1.000 mètres cube par habitant par an).

MALAWI: Résurgence du choléra



Au moins une personne est décédée après avoir contracté le choléra dans le district lacustre de Salima, dans le centre du Malawi, à peine un mois après que le ministère de la Santé a déclaré la fin de l'épidémie dans le pays.

Les autorités sanitaires nationales et celles du district ont confirmé mardi à la presse locale que le décès survenu vendredi était lié au choléra.

Le district de Salima a enregistré 99 cas de choléra, dont cinq décès, entre novembre 2017 et avril 2018. Près de 1 000 cas ont été enregistrés au niveau national pendant la même période, avec au moins 30 décès.

La réapparition du choléra après l'annonce de son éradication inquiète le ministère de la Santé et les acteurs du secteur de la santé dans le pays. Joshua Malango, porte-parole du ministère de la Santé, a indiqué qu'il était possible que les populations aient relâché leur vigilance après l'annonce de l'éradication de la maladie, ce qui expliquerait sa réapparition.

La précédente épidémie avait principalement affecté les districts lacustres du centre du pays, ainsi que la capitale et certains districts méridionaux.

FRANCE-MAROC Le journaliste Alain Gresh accuse "certains cercles" au Maroc de vouloir "faire taire" son journal



Le célèbre journaliste ancien directeur du Monde Diplomatique, Alain Gresh, a accusé "certains cercles" au Maroc de vouloir "faire taire" son journal électronique Orient XXI qu'il dirige actuellement, relevant la complaisance de médias français à l'égard du pouvoir marocain.

"La complaisance de certains médias et journalistes français à l'égard du pouvoir marocain n'est un secret pour personne. Nul doute, par ailleurs, que certains cercles au Maroc rêvent de nous faire taire", a-t-il écrit dans un éditorial publié sur son site, annonçant que le Point et la journaliste Mireille Duteil ont été déboutés par la justice suite au procès intenté à Orient XXI et à Arrêt sur image pour "diffamation".

Le magazine Le Point et Mireille Duteil avaient déposé plainte suite aux articles de deux médias, publiés en décembre 2014, dénonçant les "étranges" relations entre des journalistes français et le pouvoir marocain.

Pour Alain Gresh, fils du militant anticolonialiste Henri Curjel, assassiné le 4 mai 1978 à Paris, la publication d'articles sur l'absentéisme du roi de son royaume "qui passe l'essentiel de son temps à l'étranger ou sur son éventuelle

abdication, dont le succès et le retentissement ont été immenses au Maroc où de tels articles sont interdits, ne plaident pas à tout le monde".

Sous la plume du journaliste espagnol Ignacio Cembrero, Orient XXI a publié en octobre 2017 un article intitulé "Mohamed VI, l'absentéisme déconcertant du roi du Maroc", dans lequel il fait état de l'inquiétude de l'entourage et des cercles diplomatiques autour de l'absentéisme du roi.

Des médias français, qui échappent au contrôle du lobby marocain en France, n'ont pas manqué de relever que Mohammed VI "goûte plus la vie en France que dans son royaume", un absentéisme qui préoccupe, selon certains, les chancelleries. Face à cet "acharnement" contre son journal d'analyse, Alain Gresh a estimé que la seule réponse "est de poursuivre (le) travail, en toute indépendance".

Orient XXI est un média numérique français, créé en 2013, qui publie des informations et analyses sur le monde arabe, le monde musulman et le Moyen-Orient.

Financé de manière indépendante, il est gratuit et sans publicité. Il est animé par un groupe de journalistes, universitaires, militants associatifs et anciens diplomates.

BURKINA FASO: Procès du putsch suspendu jusqu'à jeudi

Le procès du putsch manqué de septembre 2015 au Burkina Faso, pour lequel comparaissent 84 accusés, a été suspendu mardi jusqu'au 14 juin pour permettre au tribunal de délibérer sur une requête de renvoi. Alors que les premiers interrogatoires avaient débuté mardi, deux accusés, dont l'ancien bâtonnier Mamadou Traoré, se sont retrouvés sans conseil, après le départ de leurs avocats. Face à la volonté du président du tribunal militaire, Seydou Ouédraogo, d'entamer le procès dans son fond, malgré l'absence de conseil auprès des deux accusés, les autres avocats ont souhaité un renvoi le temps de trouver de nouveaux défenseurs, selon les médias. Selon Dieudonné Bounkougou, un des avocats de la défense, "poursuivre le procès c'est transgresser la loi qui sti-

pule qu'à l'audience, la présence d'un avocat auprès de l'accusé est obligatoire". Pour Ti-mothée Zongo, un autre avocat de la défense, il est "impératif de respecter le minimum légal. Si on force pour poursuivre le procès parce qu'on sent une pression populaire, on force un procès qui ne sera utile pour personne". "Tout montre que la défense n'utilise pas les règles prévues pour assurer un procès équitable mais abuse de ces règles pour empêcher la bonne administration de la justice", a indiqué, de son côté, Guy Hervé Kam, un avocat de la partie civile. "Le procès doit se tenir dans un délai raisonnable et il ne peut être sempiternellement renvoyé", a soutenu Ambroise Farama, un autre avocat de la partie civile. Pour délibérer sur la question, le président du tribunal Seydou Ouédraogo a suspendu le procès jusqu'au jeudi 14 juin à 11h (locales et GMT). Au total, 84 accusés sont jugés dans cette affaire, dont les généraux Diendéré et Djibrill Bassolé, cer-vaux présumés du coup d'Etat manqué qui a fait 14 morts et 270 blessés. Le 16 septembre 2015, des soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) avaient tenté en vain de renverser le gouvernement de transition mis en place après la chute du président Blaise Compaoré. Le RSP était la garde prétorienne de Compaoré, chassé le 31 octobre 2014 par la rue après 27 ans au pouvoir. Le général Diendéré, qui avait pris la tête du coup d'Etat, et les autres personnes poursuivies sont accusés d'attentat à la sûreté de l'Etat, meurtres, coups et blessures volontaires.

APS

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE-AUSTRALIE Inculpation de 60 Tchèques qui transportaient de la drogue en Australie

Soixante Tchèques ont été inculpés pour trafic de drogue, a annoncé mardi la police tchèque après avoir démantelé un réseau ayant introduit d'importantes quantités d'héroïne et de cocaïne en Australie.

"Dans la seule République tchèque, soixante personnes ont été inculpées jusqu'à présent", a indiqué la police dans un communiqué, précisant que l'un des chefs du réseau avait été interpellé.

Le groupe était dirigé par trois Vietnamiens, l'un agissant en République tchèque et les deux autres à l'étranger", a indiqué la porte-parole

du Centre national anti-drogue Barbora Kudlackova. Les chefs du réseau recrutèrent leurs courriers parmi les Tchèques désargentés ou endettés. Travaillant en paires, les courriers achetaient un séjour de vacances en Australie et partaient avec quatre valises via les Etats-Unis ou la Thaïlande.

C'est pendant ces escales qu'ils échangeaient leurs valises contre celles où la drogue était bien cachée, échappant aux rayons X et aux chiens renifleurs, a précisé Mme Kudlackova. Chaque valise contenait cinq kilos de drogue. Le réseau est



soupçonné d'avoir réussi à introduire ainsi en Australie plus de 700 kilos de stupéfiants. Tous risquent entre dix et dix-huit ans de prison. De

son côté, la police australienne a arrêté quatre courriers. Trois d'entre eux ont écopé de 7 à 9 ans de prison, a précisé la porte-parole.

AUTRICHE: Vers la création de centres d'accueil pour migrants hors UE



L'Autriche planche avec quelques Etats de l'Union européenne (UE) sur l'établissement de centres d'accueil de migrants à l'extérieur de l'Union pour "héberger et offrir une protection mais pas une vie meilleure", a indiqué mardi soir le chancelier Sebastian Kurz. Le chancelier a confirmé que "des efforts sont en cours pour créer en dehors de l'Europe des centres de protection où nous pourrions héberger les réfugiés, offrir une protection mais pas une vie meilleure en Europe centrale".

M. Kurz, un conservateur qui gouverne avec l'extrême droite, n'a pas précisé à qui seraient destinés ces centres mais son homologue danois Lars Lokke Rasmussen avait indiqué la semaine dernière discuter avec certains pays, dont l'Autriche, de la création de "centres communs" destinés aux migrants ne pouvant prétendre à l'asile dans l'UE ou ayant été déboutés. "C'est un projet sur

lequel nous travaillons avec un petit nombre d'Etats de façon très confidentielle (...) pour en accroître la faisabilité", a ajouté M. Kurz sur la chaîne de télévision ORF. Parmi les pays susceptibles d'accueillir ces centres, le nom de l'Albanie a été avancé ces derniers jours dans la presse autrichienne. "Nous verrons", a répondu mardi soir le chancelier.

La coalition droite/extrême droite au pouvoir en Autriche depuis fin 2017 a fait de la mise en oeuvre d'une politique migratoire restrictive l'une de ses priorités. Le gouvernement souhaite à la fois rendre l'Autriche moins attractive pour les demandeurs d'asile et augmenter les expulsions déboutés de l'asile, un objectif contrarié par l'absence d'accords de réadmission avec de nombreux pays. Collectivement, les pays de l'UE sont dans l'impasse pour débloquer la réforme enlisée depuis deux ans du système d'asile européen.

FRANCE: 6 à 9 ans de prison requis contre trois jeunes qui voulaient aller en Syrie

Des peines de six à neuf ans de prison ont été requises mardi contre trois jeunes de l'est de la France qui voulaient gagner la Syrie quelques mois après les attentats de 2015 à Paris, dont ils connaissaient l'un des kamikazes, ont rapporté des médias citant une source judiciaire. La procureure a également requis une période de sûreté des deux tiers contre Alperen C. (22 ans), Mustafa S. (26 ans) et Saïd I. (32 ans), jugés pour association de malfaiteurs à visée terroriste et qui gravitaient depuis plusieurs années autour d'une filière terroriste d'Alsace (est).

Elle a notamment justifié ces réquisitions par le fait que les trois hommes n'ont pas renoncé à leur projet après les attentats perpétrés par un commando terroriste en novembre 2015, qui ont fait 130 morts à Paris et sa banlieue.

Les trois accusés avaient tenté de partir en Syrie en mai 2016, un voyage par la route qui a tourné court car ils ont rebroussé chemin à la frontière austro-slovene, l'un d'eux n'ayant pas tous ses papiers. La peine la plus lourde, 9 ans, soit un an de moins que la peine maximale de dix ans, a été requise contre Alperen C, qui avait déjà séjourné en Syrie en 2014 et a reconnu y avoir été entraîné au maniement des armes par un groupe terroriste.

Huit ans ont été requis contre Mustafa S., qui avait déjà tenté de partir en Syrie en décembre 2013 mais en avait été empêché in extremis par sa famille, alors qu'il allait partir avec son ami d'enfance, Foued Mohamed-Aggad. Ce dernier, qui partira, lui, à cette occasion, sera un des kamikazes du Bataclan, à Paris, en 2015.

Six ans ont été requis contre Saïd I., qui n'avait, lui, jamais tenté de partir en Syrie avant 2016. Interrogés à leur retour par les services de renseignement, ils avaient été laissés libres mais placés sur écoute. En septembre 2016, Mustafa S. fréquentera pendant quelques mois le centre de déradicalisation de Pontourny, qui fermera l'été suivant faute de résultats probants, et considéré depuis comme un fiasco. Les trois hommes ne seront interpellés que début 2017, notamment après des écoutes téléphoniques qui confirmeront leur radicalisation aux yeux des enquêteurs. Le jugement est attendu dans la soirée.

ONU/SANTÉ Le VIH/sida reste un énorme défi et il ne faut pas baisser la garde



Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Miroslav Lajcak, et le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ont salué mardi les progrès enregistrés dans la bataille pour éliminer le VIH/sida mais ont prévenu qu'il ne fallait pas baisser la garde, selon un communiqué publié mardi par l'ONU. "Le virus a toujours un impact destructeur et meurtrier sur beaucoup de gens dans le monde", a prévenu M. Lajcak lors du débat annuel de l'Assemblée générale consacré au VIH/sida. En 2016, un million de personnes ont perdu la vie à cause de maladies liées au sida et les nouveaux médicaments et traitements ne sont pas disponibles pour tous. Seulement 53% des gens ont accès aux antirétroviraux, a-t-il souligné. M. Lajcak a donc souhaité que l'on saisisse l'occasion de ce débat pour explorer les moyens d'agir davantage. Il a rappelé la convocation de la toute première réunion de haut niveau sur

la tuberculose le 26 septembre prochain. Les personnes infectées par le VIH/sida ont 20 à 30 fois de plus de chances de contracter la tuberculose, a-t-il souligné. Toujours en septembre, l'Assemblée générale tiendra sa troisième réunion de haut niveau sur les maladies non-transmissibles, auxquelles les personnes vivant avec le VIH/sida sont particulièrement vulnérables.

Il est donc plus urgent que jamais, a souligné le Président de l'Assemblée générale, d'avoir "une approche plus intégrée". "Nous devons profiter de toutes les manifestations et de toutes les plateformes pour faire avancer l'objectif d'éradiquer le VIH/sida d'ici 2030", a-t-il dit.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a aussi mis l'accent sur le fait que les progrès sont "inégaux" et restent "fragiles". "Sur tous les continents, les populations à risques sont de plus en plus laissées sur le côté. Les jeunes femmes sont de ma-

nière inacceptable particulièrement vulnérables là où la prévalence est élevée. Nous devons autonomiser les jeunes pour qu'ils puissent se protéger eux-mêmes du VIH", a-t-il dit. Selon lui, cela comprend, les droits et services de santé sexuelle, la protection des consommateurs de drogues et l'accès aux traitements antirétroviraux pour les jeunes vivant avec le VIH. Les efforts pour mettre fin au VIH sont liés à d'autres questions comme le paludisme, la tuberculose, l'accès aux médicaments et la menace croissante de la résistance antimicrobienne. "Pour réussir il faut que l'on renforce les liens entre ces questions et que l'on crée des systèmes de santé résilients et durables, ancrés dans les principes des droits de l'homme et de l'égalité", a-t-il souligné. "En ce moment critique, nous devons renouveler notre engagement à créer un monde débarrassé du sida. La pandémie n'est pas vaincue", a conclu le Secrétaire général.

ESPAGNE 12 parachutistes espagnols et américains blessés lors d'un accident

Sept parachutistes espagnols et six parachutistes américains ont été blessés lors d'un exercice militaire conjoint à San Gregorio de Saragosse, dans la province de l'Aragon, au nord de l'Espagne, ont rapporté mercredi des médias.

L'accident a été provoqué par une "bourrasque" au moment où les parachutistes allaient atterrir, a rapporté l'agence de presse locale, EFE, citant des sources militaires.

Une personne s'est évanouie suite à l'impact et a été transférée vers l'hôpital par



hélicoptère. Au terme des examens médicaux, il s'est avéré qu'aucune personne n'était gravement blessée. Cependant, douze autres personnes ont dû être transférées vers l'hôpital militaire de Saragosse,

principalement pour des entorses. Les deux armées étaient en train de procéder aux exercices militaires "Saber Strike West", qui réunissent près de six cents soldats américains et plus de cent soldats espagnols.

BRÉSIL Au moins deux morts et des dégâts matériels suite à une puissante tornade survenue au sud du Brésil

Au moins deux personnes ont perdu la vie et une centaine de maisons ont été détruites par une tornade survenue mardi dans l'Etat du Rio Grande do Sul, au sud du Brésil, a rapporté l'agence de météorologie de l'Etat MetSul Meteorologia.

Dans la municipalité de Ciraco, située à 280 km de Porto Alegre, capitale de l'Etat, un homme de 54 ans est décédé dans l'effondrement de sa maison, construite en bois à cause de vents violents, selon la défense civile de l'Etat.

Plus au nord, dans la ville de Sarandi, une femme de 69 ans est également décédée en raison de l'effondrement de sa maison. La tornade, classée en catégorie 3 sur l'échelle de Fujita, a sévi dans les localités de Vale do Cao, Serra, le centre ainsi que le nord de l'Etat, rapporte la défense civile.

En raison de la force des vents accompagnant la tornade, les camions qui circulaient sur l'autoroute entre les municipalités de Coxilha et de Tapejara ont été

sortis de la route, tandis que dans la ville d'Igua Santa, à 320 km au nord de Porto Alegre, au moins 10 volières ont été détruites et plus de 220.000 poulets tués. Selon les données de la protection civile, au moins 21 municipalités sont touchées depuis dimanche par de fortes tempêtes, qui ont détruit près de 1.000 habitations. La chute de grêle, qui a duré environ cinq minutes, a causé des ravages sur les toits, les voitures et certains bâtiments publics, précise le service des pompiers de l'Etat, tandis que dans la municipalité de Santa Rosa (nord de l'Etat), au moins 50 maisons ont été endommagées et plusieurs habitants ont dû évacuer la zone sinistrée.

Les tornades de catégorie F3 sur l'échelle de Fujita ont une fréquence de 1,8% dans le monde et sont accompagnées de vents allant de 250 à 330 Km/h. Ce genre de tornade provoque des dégâts considérables comme la destruction des murs et des toits, des forêts et des récoltes.

Les arrivées de migrants en Europe ont baissé de manière significative cette année, selon l'OIM

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a souligné mardi dans son rapport la baisse significative du nombre de migrants vers l'Europe cette année. "35 504 migrants et réfugiés étaient entrés cette année en Europe par voie maritime à la date du 10 juin, soit beaucoup moins que les 73 748 arrivées enregistrées à la même date l'an dernier", a affirmé l'agence onusienne. "14 330 arrivants ont été enregistrés en Italie cette année, soit 76,81 % de moins que les 61 779 migrants enregistrés l'an der-

nier à la même période", selon la même source. "Ce mois-ci, un total de 2 746 arrivées ont été enregistrées en Italie, en Grèce et en Espagne. La plupart de ces arrivées ont eu lieu en Espagne", ont poursuivi les auteurs du rapport. Enfin, cette organisation a déploré que "les migrants disparus ont été évalués à 1 417 morts ou disparus au cours d'un voyage migratoire en 2018", soulignant que "rien qu'en Méditerranée, 792 personnes ont perdu la vie en mer depuis le début de l'année".

LE RÉGIME MÉDITERRANÉEN RÉDUIRAIT LE RISQUE DE CANCER DU SEIN

Voici une nouvelle bonne raison d'adopter le régime méditerranéen. Non seulement il protège du déclin cognitif et du syndrome métabolique mais il réduirait le risque de cancer du sein.

Les femmes qui adoptent un régime méditerranéen enrichi en huile d'olive ont un risque plus faible de cancer du sein, selon une étude de l'université de Navarre à Pamplune (Espagne) publiée dans la revue *JAMA Internal Medicine*.

Le Dr Miguel Martínez-González et son équipe ont suivi pendant 5 ans plus de 4200 femmes d'une moyenne d'âge de 67 ans, qui suivaient soit un régime alimentaire faible en gras, soit un régime méditerranéen complété avec de l'huile d'olive. A l'issue des 5 ans, les chercheurs ont constaté que les femmes qui avaient adopté le régime méditerranéen avaient 68% de risques en moins d'avoir un cancer du sein.

Pour affiner cette étude, le groupe « régime méditerranéen » a été divisé en deux sous-groupes. Dans le premier, les femmes recevaient chaque semaine un litre d'huile d'olive, à utiliser dans la cui-



sine quotidienne. Dans le second, elles recevaient 15 g de noix, 7,5 g de noisettes et 7,5 g d'amandes. Les chercheurs ont alors constaté qu'en matière de prévention du cancer du sein, l'huile d'olive conservait un avantage sur les noix. Il y a un an, une autre étude avait montré que le régime méditerranéen, complété en huile d'olive extra-vierge (qui possède des propriétés anti-inflammatoires) ou en noix, avait des effets positifs sur la redistribution des graisses et la réduction du syndrome métabolique. Plus récemment, une autre étude soulignait les bienfaits de ce mode d'alimentation pour protéger des risques de déclin cognitif.

«Le régime méditerranéen devient intéressant également pour la prévention contre le cancer. Il peut vraiment être considéré comme un modèle en matière d'alimentation saine», a affirmé Dr Miguel Martínez-González.

LES PETITES ASSIETTES AIDERAIENT À MAIGRIR

Les portions plus grandes seraient responsables de la prise de poids, selon une nouvelle étude britannique. Vous mangez en trop grande quantité? Peut-être est-ce la faute aux assiettes trop grandes. Même les individus qui font attention à ce qu'ils mangent seraient susceptibles d'absorber plus d'aliments quand ils sont présentés dans des assiettes plus grandes, selon des chercheurs de l'université de Cambridge.

Pour parvenir à ces conclusions, les chercheurs ont analysé les résul-

tats de 61 précédentes études déjà réalisées sur le sujet. 6 700 participants ont été observés au total. Ils constatent que si on présente des portions plus petites, la consommation de nourriture pourrait être réduite de 16% (l'équivalent d'une réduction de 280 calories). Il ne s'agit pas seulement de la taille des assiettes mais aussi de la taille des verres et des couverts qui pourraient également influencer la quantité des aliments qu'on consomme à table.

Selon les auteurs de l'étude, ces

résultats confirment ce qui est déjà évident, c'est-à-dire que trop manger n'est pas toujours dû à un manque de maîtrise de soi.

«Vu qu'à peu près deux tiers des adultes sont en surpoids ou obèses, il est important de faire attention à la taille des portions lorsqu'on prépare les repas, lorsqu'on fait les courses, et quand on mange au restaurant pour éviter de trop manger et maintenir un poids santé», explique le Dr Alison Tedstone, spécialiste en nutrition, au journal britannique *The Independent*.



LA MAUVAISE ALIMENTATION SERAIT LA PREMIÈRE CAUSE DE MORTALITÉ PRÉMATURÉE

La mauvaise alimentation a été nommée la cause la plus courante de mortalité prématurée à travers le monde, selon une nouvelle étude scientifique.

Un mauvais régime tuerait davantage que le tabac et l'alcool. Manger trop sucré ou trop salé, manger trop de viande, ne pas manger suffisamment de fruits et de légumes. Autant de mauvais choix alimentaires qui se sont avérés un des plus grands risques à la santé, selon la nouvelle étude menée par l'institut de Health Metrics and Evaluation (Etats-Unis). Les découvertes montrent que l'hypertension artérielle - dont l'alimentation, l'activité physique et l'obésité sont des influences importantes - est la première cause de décès aux Etats-Unis.

Pour parvenir à ces conclusions, les auteurs de l'étude ont examiné les données obtenues de 108 pays, de 1990 à 2015. Ils ont étudié 79 facteurs de risques alimentaires, y compris la consommation de



fruits et de légumes, de viande transformée, de boissons sucrées et des différents types de matières grasses. Les experts constatent que 21% des décès dans le monde pourraient être attribués à la surconsommation de viande rouge et aux régimes qui manquent suffisamment de fruits, de légumes et de céréales complètes. Plus généralement, la mauvaise alimentation favorise l'ischémie myocardique, l'AVC et le diabète, ce qui en fait la cause la plus courante de mortalité prématurée.

«Il y a beaucoup de possibilités pour améliorer la santé publique, notamment en évitant certains risques comme le tabagisme et la mauvaise alimentation, en plus de lutter contre les risques environnementaux tels que la pollution atmosphérique», a expliqué le chef de l'Institut de Health Metrics and Evaluation, Christopher Murray, au journal britannique *The Guardian*.

FIV : UN TEST POURRAIT AMÉLIORER LES CHANCES DE RÉUSSITE



Grâce à un simple test, il serait possible d'améliorer les chances de réussite d'une fécondation in vitro, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Plus One*. Pour faciliter les fécondations in vitro (FIV) et prévoir leurs résultats, les chercheurs de l'Inserm ont mis au point un test capable de prédire les chances de réussite de la fécondation in vitro à 88%. Une révolution dans le monde de la conception médicalement assistée. Elle permettrait en effet de rationaliser les tentatives.

Les chercheurs de l'Inserm du CHU de Montpellier ont découvert un marqueur biologique identifiable grâce à un simple test. Avec une FIV, les chances de réussite à chaque tentative sont de 20%. Un pourcentage faible et parfois décourageant pour les couples.

« Ce taux est très insatisfaisant. En outre, des milliers d'embryons sont éliminés chaque année sur des critères morphologiques qui ne permettent pas de connaître leur viabilité réelle. Et impossible de rechercher les anomalies chromosomiques chez les embryons en routine, comme cela se fait dans les pays anglosaxons : cette pratique est interdite par la loi française. Il fallait donc partir sur autre chose et trouver un bon marqueur pour réduire le nombre de tentatives se soldant par des échecs et dont le prix est très élevé pour la collectivité », explique le Pr Samir Hamamah, auteur de l'étude. En 2009, le Pr Samir Hamamah et son équipe se tournent vers l'axe de la maturation des ovocytes, les femmes qui ont un taux élevé d'ADN libre dans leur liquide folliculaire (liquide contenu dans le follicule ovarien) ont souvent une réserve ovarienne pauvre et des syndromes polykystiques. Elles ont moins de chance de tomber enceintes. Les chercheurs sont aussi capables de sélectionner les ovocytes les plus favorables, et de pronostiquer les chances de succès de la FIV.

« Si l'ovocyte a été exposé à un stress excessif, l'embryon court un très grand risque d'évolution pathologique dé générative, entraînant un échec de grossesse. Nous recommandons alors de tenter la FIV », explique le Pr Samir Hamamah.

L'objectif de ces recherches est de réussir à mettre en place un test permettant aux femmes de choisir le bon cycle à partir d'un simple prise de sang et à sélectionner les ovocytes les plus favorables au moment de la fécondation.

Si les appartements limitrophes d'un parc ou munis d'un balcon valent plus cher, ce n'est pas un hasard. De nombreuses études scientifiques l'ont confirmé : la simple vision de végétaux ravive l'énergie positive et permet de contrer les effets du stress. Ainsi, aux États-Unis, certains blocs opératoires ont-ils été munis d'une baie vitrée donnant sur un parc et l'on a pu constater que les patients se rétablissaient plus vite, avec moins de complications.

D'autres travaux ont montré que contempler un paysage verdoyant diminue le stress des étudiants avant un examen, réduit leurs tensions artérielles, musculaire, ou encore diminue les maux de tête des employés. L'université de Washington a même proposé qu'observer un paysage sur un écran n'entraînait pas les mêmes bénéfices que la contemplation d'un paysage réel ! Si l'on ne peut démolir ou abattre les murs, il reste à profiter au maximum des espaces verts collectifs.

Le jardin est-il un bon anti-stress ?

On sait que le stress favorise les infections, en altérant le fonctionnement du système immunitaire, ainsi que l'apparition de maladies cardio-vasculaires. Une étude récente a même prouvé qu'il accélère le vieillissement. Si une « fenêtre avec vue » concourt déjà à notre équilibre mental, avoir la chance de disposer d'un jardin y contribue, on s'en doute, bien plus encore. Non content de rejouer les yeux, il offre aussi un refuge, qui aide à évacuer la fatigue et l'énerverment. Se promener dans ces lieux ressourçants, en invitant à « prendre du champ », instinctivement, notre organisme change de tempo pour se mettre en harmonie avec le rythme de la nature. Mais, si ce contact reconstruit nos forces, c'est aussi parce que la nature est à la fois cyclique et éternelle, ce qui peut nous réapprendre à apprécier la vie. Quel plus beau message d'espoir pour une personne déprimée que le printemps qui revient là où tout



semblait mort ? « La terre régénère puissamment, console les âmes en peine et a aidé de nombreux dépressifs à se remettre d'aplomb », rappelle Jean-Luc Chavanis, auteur de « Ces Jardins qui nous aident » (éd. Le Courrier du livre, 19,90 €), qui a aussi créé une méthode de coaching utilisant ses bienfaits.

Quels autres avantages offre-t-il pour la santé ?

Si la simple contemplation du jardin fait déjà du bien, mettre « la main à la pâte » apporte des bienfaits supplémentaires. Tout d'abord, manier la tondeuse, le plantoir ou le sécateur permet de pratiquer un minimum d'activité physique, si indispensable pour entretenir sa forme. Les « exercices » variés augmentent la souplesse et la force, améliorent la coordination et l'équilibre. Sans compter que trente minutes de jardinage permettent de brûler autant de calories (125 à 200 selon les activités) qu'une marche rapide de même durée. Même si l'offre un cadre de méditation privilégié, le jardin n'inclut pas à l'isolement mais favorise, au contraire, les contacts,

un échange conseils et graines, on donne des tomates à ses voisins ou les noix de son arbre. En favorisant les liens intergénérationnels et la mixité sociale, le jardin participe encore à la bonne santé physique et mentale, comme en attestent les nombreux travaux, menés notamment sur le vieillissement. « Les jardins font progresser dans l'estime de soi-même et la sociabilité. C'est pourquoi ils acquièrent aussi une place grandissante dans les centres de soins », explique Denis Richard, chef du service pharmacie à l'hôpital Henri-Laborit de Poitiers et auteur de « Quand jardiner soigne » (éd. Delachaux et Niestlé, 19 €). Les parterres qui fleurissent dans les écoles et les centres de loisirs enseignent enfin des valeurs essentielles aux petits citoyens : patience, respect de l'environnement, sens de la responsabilité, etc.

Un vrai remède pour les malades

Le jardin figure de plus en plus comme « un accompagnement thérapeutique » dans les centres de soins. En plantant un potager dans le parc de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris, en 1997, Anne

Ribes a montré la première comment les enfants autistes recourent ainsi peu à peu le désir de communiquer. Depuis, son association « Belles Plantes » anime de nombreux jardins guérisseurs dans les hôpitaux et les maisons de retraite. Jardiner permet aussi aux personnes souffrant de handicaps moteurs (SEP, Parkinson, grand âge) de mobiliser leur corps de manière créatrice. À la clé : une diminution de l'anxiété, une moindre consommation d'analgésiques et moins de dépendance. Effet spectaculaire également sur les patients souffrant de maladie d'Alzheimer : odeurs et couleurs réveillent les souvenirs, tandis que l'observation des saisons donne des repères qui permettent de se situer dans le temps. « Cette activité apporte un complément fondamental aux traitements médicaux », défend le Dr Alain Calender, professeur en neuro-généthique à la faculté de médecine de Lyon et président de l'association « Jardin, art et santé ». Pour les plus fragiles comme pour tout un chacun, le jardin offre un petit coin de paradis retrouvé, où l'on récolte encore bien plus que ce que l'on a semé !

SIDA : LES AUTOTESTS DISPONIBLES EN PHARMACIE

Des autotests VIH simples d'utilisation sont désormais disponibles en pharmacie. Ces tests devraient simplifier l'accès au dépistage. C'est désormais possible d'acheter en pharmacie des autotests de dépistage du VIH. Ce sont de petits dispositifs utilisables, par une légère piqure au bout d'un doigt, de savoir s'ils sont ou non porteurs du virus. La réponse apparaît au bout de 15 à 20 minutes sous la forme d'une bandelette de couleur. Ce kit de dépistage est

disponible en pharmacie et sans ordonnance, pour un prix d'environ entre 25 et 30 euros. À noter également qu'un mineur peut effectuer ce test sans l'autorisation de ses parents. L'avantage d'un tel test est de pouvoir réaliser et interpréter facilement les résultats chez soi. Le ministère de la Santé espère ainsi simplifier l'accès au dépistage pour un large public en rappelant qu'actuellement en France, 30 000 personnes vivent avec le virus du sida

sans le savoir. Les professionnels de santé ont tenté cependant des inéquités quant au risque de solitude et de manque d'accompagnement face à la lecture du résultat. Par ailleurs, ce dispositif ne se vend pas sur des tests classiques car tout résultat positif doit être confirmé en laboratoire par une analyse de sang. En effet, l'autotest ne possède pas une fiabilité de 100% et sa sensibilité est très faible lorsque l'infection est inférieure à trois mois.

MALI: L'armée malienne affirme avoir "neutralisé 10 terroristes" dans le centre du pays

L'armée malienne a affirmé mardi avoir "neutralisé 10 terroristes" dans le centre du Mali, lors d'un "accrochage" à Karakindé, dans la région de Mopti.

"Les militaires ont neutralisé 10 terroristes et récupéré de l'armement, des engins explosifs et autres matériels de guerre", selon un communiqué du ministre de la Défense, Tiéna Coulibaly qui les a félicités tout en invitant les populations "à continuer d'apporter leur soutien et leur appui aux forces de défense et de sécurité, singulièrement dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes".

Il faut souligner que les forces armées maliennes sont les plus touchées par les attaques terroristes, en particulier dans la région de Mopti, souligne dans son dernier rapport trimestriel sur le pays le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres qui souligne que "la sécurité des civils continue à se dégrader dans cette région, avec notamment une "augmentation des conflits intercommunautaires".

Ce même rapport affirme que "des exécutions sommaires et des exactions ont été commises par les membres des forces maliennes de défense et de sécurité" ce "qui a sapé la capacité de ces dernières à rétablir la stabilité".

Les violences se multiplient depuis trois ans dans le centre du Mali entre Peuls, traditionnellement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, pratiquant majoritairement l'agriculture.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe des groupes terroristes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés ou dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes et de l'ONU, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement le groupe terroriste. Depuis 2015, ces attaques se sont propagées au centre et au sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC Le Polisario condamne les tentatives que mènent certaines parties au sein de l'UE visant à contourner l'arrêt de la CJUE

Le Front Polisario a condamné les tentatives que mènent certaines parties au sein de l'Union européenne (UE) en vue de contourner l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), mettant l'accent sur le fait que toute signature d'accord entre l'UE et l'Etat d'occupation marocain qui comprend les territoires ou les eaux territoriales du Sahara occidental occupé est nulle, non avenante et constitue une violation flagrante du droit international, du droit humanitaire international et du droit européen.

Un communiqué sanctionnant la réunion du bureau du Secrétariat général du Front Polisario, présidée par le président sahraoui, également Secrétaire général (SG) du Front Polisario, Brahim Ghali, a indiqué, mardi 12 juin, que la CJUE avait statué que le Sahara Occidental et le Royaume marocain sont deux pays distincts, ce qui rend toute signature de tout accord entre l'UE et l'Etat d'occupation marocain, comprenant les territoires ou les territoriales du Sahara Occidental occupé, nulle, non avenue et constitue une violation flagrante du droit international, du droit humanitaire international et du droit européen.

La réunion a abordé, selon l'agence de presse sahraouie (SPS), les développements de la cause sahraouie, tant au plan interne qu'externe et indiqué que le Polisario a salué la disponibilité du peuple sahraoui à consentir davantage d'efforts et de sacrifices pour la liberté et l'indépendance. Le communiqué de la réunion a exigé de la communauté internationale et des organisations des droits de l'Homme d'œuvrer à la levée du blocus marocain imposé sur les régions sahraouies occupées et d'accélérer la libération des détenus du groupe Gdeim Izik, des étudiants et de tous les prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines. Evoquant l'action externe, le bureau a relevé l'attachement ferme de la Communauté internationale à permettre au peuple sahraoui de concrétiser ses droits légitimes, ce qui se traduit clairement à travers les différentes décisions et recommandations rendues par l'ensemble des instances internationales et continentales, a-t-il dit. Le bureau permanent du Secrétariat général



du Polisario a exigé, à cette occasion, l'accélération de la mise en œuvre de la dernière résolution du Conseil de sécurité et la décision du 35e Sommet de l'Union africaine (UA) pour entamer immédiatement des négociations directes sans prérequis, en vue de parachever la décolonisation de la dernière colonie en Afrique, permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

La SPS a, en outre, fait savoir que la réunion était une occasion pour passer en revue le rapport sur la visite effectuée par le président Brahim Ghali dans un nombre des pays du continent africain et qui a constitué "une opportunité pour renouveler les positions ancrées de soutien à la lutte du peuple sahraoui. Cette visite a été couronnée de communiqués conjoints ayant reflété le fort soutien et les perspectives des relations

distinguées entre la République sahraouie et les pays de cette région", ajoute-t-on de même source.

Cette visite était aussi une occasion pour réitérer la nécessité à ce que le royaume marocain se conforme à l'acte constitutif de l'Union africaine (UA), particulièrement le respect des frontières héritées au lendemain de l'indépendance, et de ce fait, le retrait des parties sahraouie qu'il occupe.

Après avoir rendu salué l'Armée de libération sahraouie et la disponibilité constante de cette dernière à parachever la mission de libération, le Front Polisario a, en revanche, averti contre les périls de l'introduction" systématique et croissante des drogues du royaume marocain, ce qui contribue au soutien et à l'encouragement des bandes de la criminalité organisée et des groupes terroristes".

TUNISIE Proclamation des résultats définitifs

Les résultats définitifs des premières élections municipales du 6 mai 2018 en Tunisie seront proclamés le 13 juin 2018, après que le Tribunal administratif ait statué sur l'ensemble des recours intentés contre les résultats préliminaires de ces élections, a rapporté l'agence de presse TAP. La même source a indiqué que 42 recours ont été intentés contre

ces résultats, et ont été tous rejetés par les chambres d'appel près le Tribunal administratif. Quelque 2074 listes étaient en lice pour ces élections (1055 listes partisanes (22 partis politiques), 860 listes indépendantes et 159 listes de coalition). Selon l'agence, le processus du déroulement du scrutin du 6 mai 2018 a été trébuché en raison d'une bavure commise dans la

circonscription de M'dhillla. L'ISIE avait distribué des bulletins de vote pour 12 listes au lieu de 9. Des inconnus s'étaient alors introduits dans deux bureaux de vote de la circonscription et avaient saccagé les urnes.

L'opération de vote dans cette circonscription a ainsi été reportée au 27 mai 2018 face à l'impossibilité de poursuivre

le scrutin dans ces bureaux. Un seul recours a été intenté contre les résultats des élections municipales partielles dans la circonscription de M'dhillla (Gouvernorat de Gafsa). Une fois les résultats définitifs des municipales proclamés, la mission de l'Instance supérieure indépendante pour les élections arrive à expiration.

NIGERIA: 23 terroristes de Boko Haram tués lors d'une opération dans la région du lac Tchad

Vingt-trois terroristes de Boko Haram originaires du nord-est du Nigeria ont été tués lors d'une récente opération des forces nigériennes dans la région du lac Tchad, a indiqué mercredi une source militaire.

Un grand nombre d'éléments de ce groupe, blessés par balle, ont réussi à prendre la fuite après un affrontement lundi soir avec des soldats nigériens, a indiqué Texas Chukwu, porte-parole de l'armée nigérienne. Selon ce dernier, au cours de cette opération menée conjointement avec les forces camerounaises, des armes et des munitions utilisées par les éléments de Boko Haram ont été saisies. Le 15 mai dernier, l'armée nigérienne avait lancé une opération prévue pour une durée de quatre mois dans le but vaincre totalement Boko Haram dans la région du lac Tchad. Le groupe terroriste est accusé d'être responsable de la mort de plus de 20.000 personnes et du déplacement de 2,3 millions d'autres au Nigeria depuis 2009.

Saisie d'un stock de 256 armes à feu à la frontière avec la Libye

Un stock de 256 armes à feu a été saisi mardi soir par une unité militaire opérant au niveau de la ligne frontalière terrestre tuniso-libyenne à Jenine dans le gouvernorat de Tataouine après avoir intercepté un véhicule de contrebande, a rapporté l'agence de presse

TAP citant le porte-parole du ministère de la Défense. "La patrouille militaire a repéré deux véhicules de contrebande au niveau de la ligne frontalière terrestre tuniso-libyenne à Jenine en train de troquer des



marchandises et un troisième véhicule positionné dans le territoire tunisien qui observait les mouvements des unités militaires", a précisé le

porte-parole, le colonel Belhassen Oueslati.

"Le véhicule en provenance du territoire libyen a rebroussé chemin après avoir vu arriver la

patrouille militaire qui a pu immobiliser l'autre véhicule en tirant sur les pneus pour ne pas avoir obtempéré aux sommations", a-t-il indiqué, ajoutant que ses trois passagers ont réussi à s'échapper à bord d'une voiture postée pour les observations. "En procédant à la fouille du véhicule, la patrouille a trouvé 256 fusils de chasse dont 255 de calibre 12 millimètres et un autre de 9 mm qui ont été saisis en attendant d'entreprendre les procédures légales", a encore indiqué le porte parole.

ONU-PALESTINE-ISRAËL

Vote d'un projet de résolution à l'ONU condamnant Israël pour ses agressions meurtrières à Gaza

L'Assemblée générale de l'ONU a voté hier un projet de résolution condamnant Israël pour les agressions meurtrières à Gaza, un texte auquel les Etats-Unis sont farouchement opposés comme à l'accoutumée.

L'Assemblée de 193 pays votera d'abord sur l'amendement américain avant de passer au texte entier, présenté par l'Algérie et la Turquie au nom de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Le texte appelle à l'adoption de mesures pour protéger les civils palestiniens, après qu'au moins 129 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza par des tirs israéliens depuis le début fin mars, de manifestations le long de la clôture frontalière. Le texte déplore un usage «excessif, disproportionné et indiscriminé de la force par l'armée d'occupation israélienne contre les civils palestiniens». Contrairement à celles du Conseil de sécurité, les résolutions de l'Assemblée générale ne sont pas contraignantes et il n'y a pas de veto. La session commencera à 15h00 (19h00 GMT) mais plusieurs responsables doivent s'exprimer avant le vote.

L'Assemblée générale de l'ONU avait tenu un vote tout aussi conflictuel sur le conflit israélo-palestinien en décembre, quand elle avait rejeté la décision du président américain Donald Trump de considérer Al Qods comme capitale d'Israël et d'y transférer l'ambassade de son pays. Si elle est adoptée, la résolution chargerait le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de préparer des propositions en vue d'un «mécanisme de protection internationale»

pour les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée.

En théorie, ces propositions pourraient aller de la mise en place d'une mission d'observation à une véritable force de maintien de la paix, mais chacune de ces options devrait nécessairement être approuvée par le Conseil de sécurité, où Washington a un droit de veto. Le souhait des Palestiniens d'obtenir une forme de protection internationale dans la bande de Gaza n'a guère été précisé jusqu'à présent.

Indignation de l'émissaire de l'ONU après la mort d'un ado palestinien

Dans ce contexte, quatre Palestiniens ont été tués vendredi dans la bande de Gaza par des soldats d'occupation israéliens près de la clôture frontalière, lors de nouvelles manifestations dans l'enclave palestinienne sous blocus. Au moins 129 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza par des tirs israéliens depuis le début le 30 mars des manifestations de «La Marche du retour» protestant contre la Nakba de 1948, lorsque les Palestiniens ont été chassés de leur pays par l'armée sioniste. «Voilà une autre idée, arrêtez de tirer sur des enfants», avait indiqué l'envoyé spécial de l'ONU pour le «processus de paix» au Proche-Orient, le Bulgare Nickolay Mladenov, en décidant d'enfreindre les codes policés



de verbiage diplomatique. Plus tôt, Mladenov s'était indigné en termes tout aussi forts de la mort dans la journée d'un adolescent de 15 ans, tué d'une balle dans la tête par un sniper israélien, «un incident tragique qui doit faire l'objet d'une enquête».

Une vidéo confuse du moment fatal, largement relayée sur les réseaux sociaux, montre le jeune Palestinien tué au milieu d'autres manifestants, à plusieurs dizaines de mètres de la clôture et ne posant aucune menace apparente.

Des blessures «d'une sévérité inhabituelle»

Depuis le début de cette agression, 4 900 Palestiniens ont été blessés. Jeudi, les équipes de Médecins Sans Frontières ont annoncé avoir traité en trois semaines plus de patients que durant toute l'année 2014, date d'une agression israélienne.

Les équipes de l'ONG ont souligné la nature «dévastatrice» des blessures causées par les balles des tireurs d'élite, «d'une sévérité inhabituelle, extrêmement complexes à soigner et qui laisseront de lourdes séquelles à la majorité des patients».

La description des lésions («chez la moitié des 500 victimes de tirs que nous avons prises en charge, la balle a littéralement détruit les tissus après avoir pulvérisé l'os») semble indiquer l'utilisation de balles explosives.

Selon le ministère de la Santé, 60% des blessés sont touchés dans la région du genou, indiquant une consigne claire. Plusieurs Gazouis, faute de pouvoir être transférés hors de Gaza pour plus de soins en Cisjordanie occupée, ont dû être amputés. La réaction outragée de Nickolay Mladenov s'inscrit dans un contexte de condamnation internationale grandissante.

SOMMET KIM-TRUMP: Une «étape importante» (ONU)

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a jugé que le sommet historique, tenu mardi à Singapour, entre le président américain Donald Trump, et le dirigeant suprême nord-coréen, Kim Jong Un, était «une étape importante» dans la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Dans un communiqué, M. Guterres a appelé toutes les parties «à saisir cette opportunité historique» et a une

nouvelle fois offert l'expertise de l'ONU pour arriver au but affiché par le président américain quant à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Donald Trump et Kim Jong-un ont affiché leur bonne entente lors du sommet qui a abouti à la signature d'un document commun, qualifié d'«important» et «complet» par Donald Trump et d'«historique» par le leader nord coréen. Le docu-

ment en question contient quatre points essentiels devant permettre l'instauration d'une paix durable et la dénucléarisation dans la péninsule coréenne. Interrogé sur cet enjeu crucial après des décennies de tensions autour des ambitions atomiques de Pyongyang, le président américain a assuré que le processus de dénucléarisation pourrait désormais commencer «très rapidement».

SYRIE: 10 civils tués dans un raid de la coalition internationale

Au moins dix civils, dont trois enfants, ont été tués mardi dans un raid aérien de la coalition internationale contre un village du nord-est de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'ONG a attribué le raid à la coalition internationale menée par les Etats-Unis, indiquant que les frappes ont ciblé le village de Tal al-Chayer, dans le sud de la province de Hassaké. Cette frappe est la dernière d'une série ayant causé selon des ONG plusieurs pertes civiles au cours des dernières semaines. Tal al-Chayer se situe dans l'une des poches encore aux mains des terroristes près de la frontière irakienne, au sud de Hassaké. La semaine dernière, une frappe aérienne a tué 11 civils dans cette même poche tandis que des raids similaires avaient coûté la vie à 12 personnes la semaine précédente, également dans la province de Hassaké, selon l'OSDH, qui les a attribués à la coalition internationale. La coalition avait indiqué le 1er juin que ses frappes aériennes en Syrie et en Irak avaient tué «involontairement» 892 civils en près de quatre ans.

POLOGNE: Projet de référendum pour inscrire l'appartenance à l'UE et l'Otan

Le président polonais Andrzej Duda a présenté mardi un projet de référendum visant notamment à demander aux Polonais s'ils souhaitent inscrire dans une nouvelle constitution l'appartenance de la Pologne à l'Union européenne et à l'Otan. Le chef de l'Etat a présenté son projet de quinze questions pour une consultation citoyenne qui se tiendrait les 10 et 11 novembre en vue de la rédaction d'une nouvelle loi fondamentale pour

remplacer celle de 1997. Arrivée au pouvoir en Pologne en 2015, la droite nationaliste porte un regard très critique sur la Constitution adoptée après la chute du communisme en Pologne, élaborée selon elle par des post-communistes et des centristes libéraux. L'élaboration d'une nouvelle constitution est cependant une initiative personnelle du président Duda qui, bien que proche des conservateurs de Droit et Justice (PiS) de Jaroslaw

Kaczynski, n'a pas encore reçu le soutien de ce parti. «Nous allons présenter la position du PiS sur la question d'un référendum constitutionnel une fois que le projet de référendum aura été déposé au Sénat», a déclaré la porte-parole du groupe parlementaire du PiS Beata Mazurek. La première question demanderait aux Polonais s'ils sont pour ou contre une nouvelle constitution. D'autres questions portent sur l'intégration à la loi

fondamentale de questions pratiques telles que l'âge de la retraite et les allocations familiales, ou institutionnelles comme les compétences du président en matière de politique étrangère et en sa qualité de chef des forces armées, ou encore sur des problèmes idéologiques comme l'ancrage du pays dans les valeurs chrétiennes ou la supériorité de la Constitution par rapport au droit international.

APS

DIPLOMATIE Le Premier ministre néerlandais appelle l'UE à s'unir face à Trump

Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, a appelé hier l'UE à l'unité face aux positions récemment prises par les Etats-Unis évoquant un changement dans les relations avec l'administration américaine actuelle. «Notre relation avec notre plus important allié ne va plus de soi comme par le passé», a déclaré M. Rutte, à l'attention des Américains, lors d'un discours au Parlement européen à Strasbourg. Dans ce contexte, il a rappelé le rejet du président américain Donald Trump de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire iranien, ainsi que l'imposition de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium venus d'Europe. «Mais bien sûr, nous restons des amis et des alliés», a ajouté M. Rutte, invité au Parlement européen pour parler de l'avenir de l'Europe. Reprenant la parole après l'intervention d'eurodéputés, le Premier ministre néerlandais libéral a souligné que «pour notre défense, il importe que nous continuions le dialogue avec les Etats-Unis même s'il peut y avoir des querelles de famille importantes à l'heure actuelle».

Prenant également la parole dans l'hémicycle, son compatriote social-démocrate, Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne, s'en est pris lui plus directement, devant les eurodéputés, à Donald Trump, un président américain «persuadé qu'une Union (européenne) désunie est meilleure qu'une union unie».

Louant les actions de présidents américains passés comme John Kennedy et Ronald Reagan, lors de leurs visites historiques à Berlin, M. Timmermans a estimé que les fondements des relations UE/USA «ne sauraient être abattus par un président». La décision américaine prise récemment de taxer l'aluminium et l'acier a provoqué l'inquiétude chez ses partenaires européens, qui ont décidé, eux aussi, d'imposer des droits de douanes aux importations américaines. A partir de 20 juin, plus de 150 produits venus d'outre-atlantique devraient voir leur droits de douanes majorés jusqu'à 25% de leur valeur. Les questions politiques internationales enveniment aussi les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, particulièrement la question des sanctions américaines prises à l'encontre de la Russie et Téhéran, compliquant davantage la situation économique des Etats européens. L'Allemagne, la France et l'Italie ont plaidé récemment à lever des sanctions prises à l'encontre de la Russie pour leur effets néfastes sur leurs entreprises. Paris et Berlin veulent aussi préserver l'accord nucléaire avec l'Iran, après le retrait des Etats-Unis le 8 mai dernier.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE "SMART CITIES 2018": Vers la publication d'une étude approfondie des réalisations et objectifs du projet "Alger, ville intelligente"

Le cabinet d'intelligence économique "Oxford Business Group" (OBG) qui est l'associé des services de la wilaya d'Alger dans l'organisation de la Conférence internationale Smart Cities 2018, devant se tenir à Alger fin juin courant, publiera une étude approfondie des réalisations et des objectifs du projet "Alger, ville intelligente", a indiqué mardi un communiqué de OBG.

La même source a fait savoir que dans le cadre de la préparation de la Conférence internationale Smart Cities 2018 qui se tiendra les 27 et 28 juin prochains sous le patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, le cabinet OBG, en tant que partenaire de la wilaya pour l'organisation de cet événement, publiera une étude approfondie des réalisations et objectifs du projet.

Un livret présentant les technologies de pointe, les partenariats existant en Algérie ainsi que l'étude qui abordera les réalisations et les objectifs à moyen et long terme des villes intelligentes sera publié en cette occasion.

Le livret qui abordera plusieurs thématiques en relations avec le projet contiendra, en outre, des entretiens exclusifs avec le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, le conseiller stratégique de la wilaya responsable du projet Alger, ville intelligente, Riad Hartani et l'économiste en chef pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord auprès de la Banque Mondiale, Rabah Arezki.

Le document sera inséré dans la prochaine édition du rapport d'OBG intitulé: Alger 2018, qui sera publié à la fin 2018.

La communiqué a également abordé les opportunités que représente la capitale algérienne pour les acteurs internationaux dans le domaine des



nouvelles technologies et qui auront à les découvrir lors de cette conférence devant regrouper des responsables politiques, des chefs d'entreprises économiques, nationales et étrangères en sus de représentants d'organisations non gouvernementales.

Selon une lecture de M. Hartani contenu dans le communiqué, le projet "Alger, ville intelligente", fondé sur le développement des technologies, a pour but de faire d'Alger une plaque tournante pour les entreprises technologiques africaines en accompagnant activement les entrepreneurs tant sur le plan de la logistique, de la recherche

de financement que du développement des infrastructures.

L'investissement dans ce domaine permettra de tirer profit de toutes les opportunités de développement liées aux innovations technologiques, pour bénéficier à l'ensemble des secteurs de l'économie nationale, relève la même source. Le communiqué a rappelé le projet de ville intelligente, lancé il y a plus d'un an par la wilaya d'Alger, dans le but de mobiliser les acteurs locaux du secteur des nouvelles technologies et à faire émerger un écosystème compétitif des startups innovantes.

La Conférence permettra de mettre

en exergue les efforts déployés par la wilaya pour soutenir l'essor de ces technologies et inviter les investisseurs à s'engager dans ce projet de grande ampleur".

Bien qu'accusant un certain retard par rapport à d'autres pays de la région en matière de nouvelles technologies, cette initiative devrait permettre à l'Algérie d'inverser la tendance et l'engagement de la wilaya d'Alger témoigne de la volonté des autorités de promouvoir l'entreprenariat et l'émergence de PME innovantes, en droite ligne avec la politique de diversification de l'économie nationale, a noté le rédacteur régional d'OBG pour l'Afrique du Nord, Jaime Pérez-Seoane.

Des représentants politiques de plusieurs pays voisins et des industriels algériens et internationaux prendra part à cet événement d'envergure, a indiqué le communiqué, relevant que la Conférence verra, en outre, la présence de conférenciers du Japon, de la Corée, des Etats-Unis, de France, du Royaume-Uni, des Emirats arabes unis, d'Inde, d'Egypte, de Turquie, d'Allemagne et du Canada.

L'Algérie dispose, selon le rédacteur en chef d'OBG, Olivier Cornock, des ressources humaines nécessaires au développement d'un hub technologique qui peut rayonner en Afrique du nord et en Afrique subsaharienne.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE
DIRECTION GÉNÉRALE DES FORÊTS
CONSERVATION DES FORÊTS DE LA WILAYA DE MEDEA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Avis d'Appel d'Offre Ouvert avec exigence de capacité minimale
N° 04/Entretien de Reboisement/C.F/MEDEA/2018

(Numéro fiscale de la conservation des forêts de la wilaya de Médéa : 099526019000136)

En application du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public notamment en son article 78 et 161 la Conservation des Forêts de la Wilaya de Médéa, lance un Avis d'Attribution Provisoire pour la réalisation des Travaux d'Entretien de Reboisement dans le cadre du programme normal 2017, parus dans les Quotidiens (القبلي و DK NEWS), indiqué ci-dessous :

Lot N°	Entreprise	Commune	Volume (Ha)	Montant Global avant rectification en (TTC)	Montant Global après rectification en (TTC)	Délai (mois)	Note technique	Numéro d'identification fiscale	Observation
01	E.T.F AMOURA M'hamed - Chef -	Khams Djouama	50	2.963.100,00	2.963.100,00	07	34	197902040022249	Offre économiquement acceptable
02	E.T.F CHOKRI Ahmed -Médéa-	Guelb Kebir	50	3.718.750,00	3.718.750,00	07	27	170260102500184	Offre économiquement acceptable
03	E.T.F AGADI Mohamed Riadh -Médéa-	Zoubiria	140	7.480.340,00	9.146.340,00	07	33	185260108413163	Offre économiquement acceptable
04	E.T.F DIELOUT Mond -Bouira-	Zoubiria	30	2.070.000,00	2.070.000,00	07	34	198410010173341	Offre économiquement acceptable
05	E.T.F KACIMIEL HASANI Ali Haydar - Ain Boucif -	Zoubiria	30	1.927.800,00	1.927.800,00	07	23	196626040086622	Offre économiquement acceptable

L'article 82 du décret présidentiel cité ci-dessus permet aux Soumissionnaires contestant le choix d'introduire un recours auprès du Comité des Marchés de la Wilaya de Médéa dans un délai de Dix (10) jours à partir de la date de publication de cet avis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Illizi
Daira d'illizi
Commune d'illizi
Code fiscal /098 433 015 0033 41

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

projet : « Realisation de l'Extension du Siege de Commune D Illizi

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82et 161 du décret présidentiel N° 247/2015 du 16/09/2015 portant code des marchés publics et délégation de services publics

Le président d'assemblée populaire de Commune d'illizi informe l' ensemble des avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de entreprises ayant participées capacité minimales dans le cadre de l'opération :

« REALISATION DE L'EXTENSION DU SIEGE DE LA COMMUNE D ILLIZI N°004/2018 datée du 22/04/2018 paru dans les quotidiens (+ الشاهد +DK NEWZ)

+ bomop et qu'à l' issue de l'évaluation des offres il a été décidé suivant le pv de jugement des offres du 15/05/2018Relatif au projet :

«ACHEVEMENT DE LA REALISATION DE L'EXTENTION DU SIEGE DE L' APC D attribuer le projet cité ci-dessus à /

Nom D' entreprise	Note off tech /80	Délai de réals	Montant (DA)	CRITERE De choix
KAB FORCE TRAVAUX PUBLIQUE Gerée par KAABECH HAMZA N° FISCAL /001219399032141	60	18 mois	9.396.708.38	Qualifiée techniquement +offre financière moins disante

les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière , à se rapprocher de ses services , au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats et pour ceux qui ayant des réserves sur ce choix ; peuvent se présenter à introduire leurs recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux .

RAMADHAN - ANIMATION Le chanteur Ali Amrane envoûte le public bouiri

Le chanteur d'expression kabyle, Ali Amrane, a subjugué mardi soir un large public bouiri lors d'un concert mémorable organisé à la maison de la culture "Ali Zaâmour" de la ville de Bouira dans le cadre des animations nocturnes de Ramadhan.

Ce n'est que vers 23h15 que le chanteur a fait son apparition sur scène sous un tonnerre d'applaudissement et les youyou des familles venues notamment de Bouira, Tizi Ouzou et Béjaïa pour admirer le spectacle artistique de Amrane à travers une série de ses fameuses chansons comme celle de "Yir Eddounith".

"Je suis très content de vous retrouver mes amis, mes fans, merci d'être venus, je vous souhaite une belle soirée", a dit Ali Amrane en montant sur scène. Dès le coup d'envoi de la soirée, le chanteur a mis le feu sur la scène en interprétant l'une de ses belles chansons "A Houria", ainsi que le tube connu sous le titre "A Thouzyint (la belle)", créant une ambiance festive dans la grande salle des spectacles de la maison de la culture Ali Zaâmour.

Dans une parfaite harmonie musicale, après plusieurs heures



de préparation de son équipe artistique, Ali Amrane a réussi à dominer son public nombreux lors de cette soirée des plus magistrales.

Via sa belle chanson d'amour "Athouzyint", et bien d'autres merveilleusement interprétées, Ali

Amrane a bercé le public près d'une heure durant. La force de sa musique sentimentale et l'effet de sa guitare électrique ainsi que de ses paroles ont créé aussi des scènes d'émotion chez les familles présentes au concert.

"5 nouveaux théâtres en cours de réalisation pour renforcer le quatrième art"



Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a indiqué samedi soir à Biskra que cinq (5) théâtres sont actuellement en cours de réalisation et devront renforcer l'activité théâtrale à l'échelle nationale.

Au cours de son inspection du chantier du théâtre régional de Biskra, dans le cadre d'une visite de travail entamée dans la soirée, le ministre a précisé qu'à côté du théâtre de la capitale des Ziban, quatre autres structures similaires sont en chantier dans les wilayas de Jijel, Naâma, Laghouat et Ain Defla. Il a, dans ce contexte ajouté que ces infrastructures culturelles ont atteint "une cadence avancée" soulignant que ces théâtres sont en mesure "d'appuyer le mouvement théâtral et culturel dans le pays".

Mihoubi, relevant que les projets culturels obéissent à des normes à respecter, a indiqué que "l'exécution de ce genre de chantiers dans la précipitation complique leur prise en charge".

Le ministre qui a rappelé que "le projet du théâtre de Biskra a été revu et corrigé notamment dans des volets artistiques" a souligné que cette structure sera équipée et réceptionnée "avant la fin de l'année en cours" mettant en avant l'apport de ce théâtre dans la promotion du quatrième art. Mihoubi a également inspecté le chantier du nouveau siège de la direction de la culture, implanté au nord du chef lieu de wilaya.

Le ministre de la Culture s'est rendu au chevet du poète Athmane Loucif, à l'hôpital Bachir Bennacer, pour s'enquérir de son état de santé déclarant que cette visite constitue "une considération à un poète et un intellectuel engagé en faveur de sa patrie et de l'humanité".

MUSIQUE "Les amis du monde" en concert à Alger

Une grande rencontre musicale méditerranéenne à la croisée des chemins entre plusieurs styles maghrébins et européens revisités avec des influences jazz et classique a été proposée au public lundi soir à Alger par le virtuose italien du piano Antonio Maiello et son ensemble "Les amis du monde".

Ce concert, organisé à la salle Ibn-Zeydoun par l'Institut culturel italien d'Alger dans le cadre de son programme "La route de soie et du savoir", a également produit plusieurs musiciens algériens qui ont intégré le projet du pianiste.

Antonio Maiello, un des plus grands pianistes italiens de musique

contemporaine, était accompagné sur scène par le saxophoniste Alessandro Tomei et la chanteuse lyrique Jacqueline Maria Ferry. Pour ce spectacle, ce trio a exploré, avec des musiciens algériens, les musiques populaires italiennes mais aussi le châabi et l'andalou. En plus du trio italien, le band de la soirée comptait également les violonistes Mouna Bennamani, Sarah Saidi, et Ahmed Bouifrou qui ont apporté une touche andalouse au spectacle accentuée par les sonorités typiques du luth de Ryadh Boualama.

L'ensemble a également exploré les mélodies et l'harmonie de la flûte, tenue par Massine

Bouchakour, comme un trait d'union entre des univers musicaux différents qui se rejoignent sur certains sons.

Le guitariste Yanis Hachmaoui, le percussionniste Lotfi Soua, le violoncelliste Hichem Chergoui font également partie des jeunes musiciens sélectionnés par Antonio Maiello en avril dernier.

Cet ensemble a présenté au public des compositions très recherchées de musique contemporaine et de jazz de composition inspirées des registres occidentaux et de l'andalou empruntant des rythmes et des sonorités maghrébines soutenant une mélodie classique. Le génie de cette rencontre

musicale reste l'utilisation d'instruments dans des registres inhabituels à l'image de la derbouka en remplacement de la batterie ou du violon andalou en renfort du piano. Pianiste et compositeur, Antonio Maiello a fondé en 1999 l'Orchestre symphonique de musique populaire méditerranéenne, avec lequel il se produit en Italie, en France, en Algérie, en Tunisie et au Maroc avec les

"Chants de la Méditerranée". Egalement producteur, il a mené plusieurs projets musicaux avec de nombreux musiciens, danseurs, et artistes de rue européens, maghrébins et orientaux.

FÊTE NATIONALE DE L'ARTISTE: Le comédien Hakim Dekkar redonne le sourire aux passionnés des planches

Le comédien Hakim Dekkar a réussi, dans la nuit de vendredi à samedi, à redonner le sourire aux passionnés des planches en présentant des extraits actualisés de son célèbre monologue "Khabat K'raou", à l'occasion la journée nationale de l'artiste célébrée le 8 juin de chaque année.

Fidèle à son habitude, le fils de l'antique Cirta a créé sur les planches du théâtre régional "Mohamed Tahar Fergani", une belle ambiance mêlant humour et comédie, en abordant des sujets liés au vécu du simple citoyen, suscitant l'adhésion du public qui a interagi avec le comédien à coup d'éclats de rires et d'applaudissements nourris, preuve que ce monologue produit durant les années 1990 n'a pas pris une ride.

S'exprimant en Dardja, langage populaire algérien, Hakim Dekkar a ciblé de nombreux phénomènes

sociétaux rythmant les journées du citoyen, tels que la bureaucratie, l'immixtion dans la vie des autres, les problèmes conjugaux et le chômage, signant ainsi son retour sur les planches du théâtre de Constantine, où il a appris le "b.a.-ba" de la comédie.

La manifestation, organisée pour célébrer la journée nationale de l'artiste, a constitué également l'occasion d'honorer l'artiste Hafiza Bechiri et le dramaturge Mohamed El Seghir Hadj Smain ainsi que les familles des défunts artistes Montasser Khelifi et Nadir Bouda.

A cette même occasion, au cours de laquelle les autorités locales ont procédé à la distribution de 10 cartes d'artistes à des artistes de Constantine activant dans le domaine de la créativité et de l'art, le secrétaire général de la wilaya, Bekkouche Benamor, a salué le



rôle important de l'artiste dans la société, mettant l'accent sur la volonté des autorités locales de continuer à soutenir cette catégorie créative.

L'événement a, en outre, été marqué par un spectacle de Chaâbi animé par l'artiste Tarek Difli, qui a été très apprécié par le public.

TV RAMADHAN: Des caméras cachées rebutées et quelques sitcom brillantes

Comme chaque année pendant le mois sacré de ramadhan les programmes des différentes télévisions alimentent les débats sur les réseaux sociaux et entre professionnels de l'audiovisuel, une production marquée par des divertissements critiqués et des séries et feuilletons différemment appréciés.

La majorité des télévisions proposent des programmes de caméra cachée pendant ce mois, des émissions qui se sont éloignées des mises en scènes fantasmagoriques dont les spectateurs se sont plaints les années précédentes mais gardent cependant une dose de violence qui reste "inquiétante", affirment de nombreux téléspectateurs qui y voient un danger pour les plus jeunes.

En plus de leur contenu souvent violent, plusieurs programmes ont été accusés de triche avec la complicité des pièges et leurs invités, en plus de susciter des situations humiliantes. Ce créneau très attendu a également "perdu en professionnalisme" vu le nombre de programmes proposés, selon la journaliste spécialisée dans le domaine, Daouia Khelifa qui estime que "la caméra cachée conventionnelle a besoin de se renouveler et de s'éloigner de la «terreur»".

Sur les réseaux sociaux, comme sur les plateaux télé, l'absence de figures de la caméra cachée, tel que Mourad Khan, Ahmed Hamdane, Belkacem Hadjadj ou encore le regretté Hadj Rahim, dans paysage se fait lourdement sentir.

Le cinéaste et critique cinématographique Hamid Benamra estime, pour sa part, que la caméra cachée algérienne est devenue "un saccage du paysage audiovisuel" appelant à "mettre des règles à ne pas transgresser".

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°596

don de médium ressem- blance	↓	grande cité idées rusées	↓	jouera encore attacha	↓	jaillirais double équerre	↓	manquées glouton- nement	↓
↓		↓		↓		↓			
petites malles	→							très aimable	
ravageas						moi sur le divan montré sa joie	→	↓	
↓						↓			
réfute	→			aller au hasard lieu de travail	→				
pièce d'eau			fusée d'Europe	→	↓				
↓			divisas	↓					
essaya	→					mot d' officiant c'est l'indium	→		
facile						déesse ancienne	→	↓	
↓						crack			
		projet	→					très per- sonnels	
greffais		coqneras	↓					↓	souhai- tée
↓						terre du large	→		↓
						poignée	→		
rafisto- lent	→	mesure agraire vide la barque	→			mauvais sujets monnaie récente	→		
↓						↓			qamin déjuré
démonst- ratif	→					courant outil de repas- seuse	→		
durillon									
↓				trembler	→				
				un ton sous mi	↓				
paque tahitien	→								
frustrer									
↓						continent oriental	→		

Solution

C'est arrivé un 14 juin

Sudoku n°1896

2	6	7	8	3	4	9	1	5
4	1	3	2	9	5	6	7	8
8	5	9	1	7	6	2	4	3
1	8	2	6	4	3	5	9	7
6	7	5	9	1	8	4	3	2
9	3	4	5	2	7	8	6	1
3	9	1	4	5	2	7	8	6
5	2	4	1	9	3	6	8	7
7	2	6	3	8	9	1	5	4
6	4	8	7	6	1	3	2	9
	4	6	2	3	7	8	9	5
	9	7	1	4	5	6	3	2
	8	3	5	2	1	9	7	6
8	1	4	3	5	2	6	9	7
5	9	3	4	8	7	2	1	6
2	6	7	9	8	1	6	4	3
1	7	6	5	2	4	8	3	9
9	2	8	1	3	6	4	7	5
4	3	6	7	9	8	1	6	2
6	4	2	8	7	3	9	5	1
3	8	9	6	1	5	7	2	4
7	5	1	2	4	9	3	8	6

Mots Croisés n°1896

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	R	A	B	O	U	I	L	L	E	U	S	E
2	E	B	O	U	R	G	E	O	N	N	E	S
3	C	E	N	E	N	O	N	E	U	I		
4	E	R	S	L	A	N	G	E	F	L	A	
5	P	R	I	S	E	R	E	V	E	F		
6	T	A	R	A	G	E	S		A	R	M	E
7	A	T	O	N	E		E	I	R	O	I	I
8	C	I	N	T	R	E	R	A	I	E	N	T
9	L	O	I		E	T	I	R	E	C	E	
10	E	N	E		E	N	E	R	V	E	S	

Grille géante n°596

•	D	•	V	•	B	•	F	•	D	•
S	I	M	I	L	I	T	U	D	E	•
•	V	A	L	I	S	•	E	•	V	•
P	I	L	L	A	S	•	E	G	O	•
•	N	I	E	•	E	R	R	E	•	
L	A	C	•	A	R	I	A	N	E	•
•	T	E	S	T	A	•	I	T	E	•
A	I	S	E	•	I	S	I	S	•	
•	O	•	P	L	A	N	•	L	•	
E	N	T	A	I	S	•	I	L	E	•
•	•	A	R	E	•	A	N	E	S	•
R	E	P	A	R	E	N	T	•	P	•
•	C	E	S	•	U	S	I	T	E	•
C	O	R	•	F	R	E	M	I	R	•
•	P	A	R	E	O	•	E	T	E	•
L	E	S	E	R	•	A	S	I	E	•

2010 - La Cour suprême des États-Unis rejette la demande du Canadien Maher Arar de poursuivre les autorités américaines pour son renvoi dans son pays d'origine, la Syrie, où il dit avoir été torturé.
 2005 - En démissionnant, le revendeur d'autobus Marc-André Boulianne, en congé payé depuis 1995, évite sa destitution comme coroner.
 2002 - Le chef du gouvernement intérimaire afghan, Hamid Karzai, est élu chef de l'État provisoire.
 2001 - Le Tribunal administratif du Québec conclut que le ministre de l'Environnement peut annuler un certificat attribué par erreur, dans ce cas pour un barrage de Boralex sur la rivière Batiscan.
 2000 - Le président sud-coréen Kim Dae-jung et le dictateur nord-coréen Kim Jong-Il s'engagent à favoriser la réunification de la péninsule.
 1999 - La législature d'Afrique du Sud élit président de la République Thabo Mbeki, qui succède à Nelson Mandela.
 1995 - Un commando tchétchène prend des centaines d'otages à Boudionnovsk, dans le sud de la Russie.
 1993 - En Turquie, Tansu Ciller devient la première femme premier ministre.

JUDO / COUPE D'ALGÉRIE 2018 (TOUTES CATÉGORIES): Alger hôte de l'évènement du 12 au 14 juillet

Les Coupes d'Algérie 2018 de judo pour les catégories minimes, cadets, juniors et seniors (messieurs/dames) se dérouleront du 12 au 14 juillet à la salle omnisports Harcha-Hacène d'Alger, a annoncé mardi la Fédération algérienne de la discipline (FAJ).

Le système de compétition sera globalement le même pour l'ensemble des catégories, aussi bien pour les messieurs que pour les dames, avec de légères différences pour les plus jeunes, notamment en termes de temps de jeu, puisque les combats des minimes ne dureront que trois minutes, alors que ceux des cadets, des juniors et des seniors dureront quatre minutes.

La compétition est ouverte aux clubs qualifiés



suivant les quotas régionaux, ainsi qu'aux champions et aux vice-champions de la saison écoulée.

Les combats seront à élimination directe et "le

surclassement de poids sera interdit pour les minimes et les cadets, mais il sera autorisé chez les juniors et les seniors", a encore précisé la FAJ dans

un communiqué. La salle Harcha abritera également les Championnats d'Algérie juniors et seniors, prévus les 6 et 7 juillet, rappelle-t-on.

TENNIS / CIRCUIT PROFÉMININ - TOURNOI HAMMAMET OPEN : L'Algérienne Inès Ibbou se retire au premier tour



La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou s'est retirée hier, au premier tour du tournoi professionnel "Hammamet Open", qui se déroule du 11 au 17 juin en Tunisie, alors que le score était d'un set à zéro en faveur de son adversaire, la Japonaise Yuka Hosoki.

Dès l'entame de cette rencontre, la Nippone de 19 ans, pourtant issue des qualifications, avait donné du fil à retordre à Ibbou, qui elle était tête de série N.3, menant toujours au score, jusqu'à l'emporter (6-4).

L'Algérienne a décidé de se retirer juste après la fin de ce premier set, offrant ainsi une qualification facile à la Japonaise, qui au prochain tour défiera la Suisse Nicole Gadiant, ayant sorti de son côté la Guatémaltèque Melissa Morales (7-5, 6-3). Les causes du retrait d'Ibbou ne sont pas encore connues.

D'un prize-money de 15.000 USD, la compétition qui se déroule sur les courts en terre battue de la station balnéaire de Hammamet a drainé la participation de certaines joueuses relativement assez bien classées sur le plan mondial, notamment la Chilienne Fernanda Brito (374e) et la Française Elixane Lechemia (452e).

Ibbou (19 ans), qui occupait le 624e rang mondial il y a une semaine, a perdu cinq places dans le dernier classement de la WTA, publié lundi, et pointe désormais au 629e rang.

JEUX MÉDITERRANÉENS / TARRAGONE 2018 : Nombre record de participants avec 3622 athlètes inscrits

Les Jeux Méditerranéens de Tarragone 2018, prévus du 22 juin au 1er juillet, auront un nombre record de participants avec 3622 athlètes inscrits dans 33 disciplines, ont annoncé les organisateurs après la fermeture de la période des inscriptions nominales.

Selon les chiffres publiés sur le site officiel de la compétition (tarragona2018.cat), l'Algérie sera représentée par 196 athlètes.

Un nombre non encore confirmé par le Comité olympique et sportif algérien (COA).

Le nombre total d'athlètes inscrits à Tarragone 2018 par les Comités nationaux olympiques est supérieur à ceux des dernières éditions des Jeux Méditerranéens : Mersin 2013 (3064 inscrits), Pescara 2009 (3368 inscrits) et Almeria 2005 (3214 inscrits).

Les délégations les plus nombreuses à Tarragone 2018 seront celles de l'Italie (419), de l'Espagne (396), de la Turquie (356) et de la France (310).

Les Jeux Méditerranéens 2018 auront lieu du 22 juin au 1er juillet à Tarragone et dans 15 municipalités.

APS

BOXE :

Mohamed Flissi déclare forfait pour les Jeux méditerranéens 2018 (DTN)

Le boxeur algérien Mohamed Flissi (52 kg), blessé au pouce, a déclaré forfait pour les Jeux méditerranéens 2018 de Tarragone (Espagne), prévus du 20 juin au 1er juillet, a appris l'APS du directeur technique national (DTN), de la Fédération algérienne de boxe (FAB), Mourad Meziane.

"Flissi s'est blessé au pouce droit

pendant le stage en commun qui se déroule avec la sélection tunisienne. C'est une défection qui vient compliquer davantage les calculs du staff technique qui perd ainsi une des chances réelles de médailles aux JM-2018", a déclaré Mourad Meziane.

Agé de 29, le natif de Boumerdes avait décroché avec brio une médaille d'or aux Jeux méditerranéens-2013

de Mersin (Turquie), où l'Algérie avait réussi un "exploit historique" en remportant cinq titres sur les 10 mis en jeu et une médaille en bronze, synonyme de première place au classement général par équipes.

Il a également remporté la médaille d'argent aux Mondiaux d'Almaty 2013 (Kazakhstan) et de bronze aux Mondiaux 2015 de Doha (Qatar).

CYCLISME :

L'Algérien Yacine Chalel de retour à la compétition hier à Paris

Le cycliste algérien Yacine Chalel, sociétaire du club français Olympique CVO, qui avait ménagé ses efforts au début du mois de Ramadhan, a repris la compétition hier en prenant part au Prix de Paris 14e, a annoncé mardi sur sa page facebook le champion d'Afrique en scratch, "Comme l'an dernier, j'ai décidé une reprise anticipée. Je disputerai donc le Prix de Paris 14e, qui se déroulera ce mercredi, au pied de la Tour Montparnasse", a indiqué Chalel, en précisant qu'il n'a pas d'objectif particulier. "Pour une re-

prise, je ne vise pas un objectif en particulier, surtout que nous serons encore au mois de Ramadhan", a expliqué le champion d'Afrique en scratch, ajoutant qu'il "cherche juste à retrouver le rythme" tout en se faisant plaisir, avant la vraie reprise. Avec l'arrivée du mois de Ramadhan, Chalel avait pris une semaine de repos complet, avant de reprendre progressivement l'entraînement, jusqu'à atteindre un volume de six séances par semaine. Ce programme est destiné à préparer sa deuxième partie de saison.



KHEMIS MILIANA

«Gala de boxe des jeunes amateurs»

C'est au niveau de la salle omnisports «19 mars» de Khemis Miliana qu'un gala de boxe a été organisé par la DJS d'Ain Defla en collaboration avec la ligue de boxe d'Ain Defla, l'association Houria et l'APC de Khemis Miliana, aux profits de 32 jeunes boxeurs issus de trois clubs différents. Sur le ring installé en plein

air, les jeunes se sont affrontés et montré leurs talents dans une soirée ramadanesque assisté par un public très passionné, en présence des membres de l'APC et la DJS. « Ce gala était aussi l'occasion pour la ligue de boxe de montrer la diversité de la discipline, en présentant un programme composé de jeunes

boxeurs amateurs, soit quatorze combats qui ont enflammé la salle omnisports ». « Tous les boxeurs ont eu leurs médailles de la part des organisateurs et les responsables locaux ». Affirmé Mr Ahmed Bellila, le président de la ligue de boxe d'Ain Defla, bonne continuité pour nos jeunes.

S. Ben

MONDIAL-2018 / EGYPTTE: Mohamed Salah participe à son 1^{er} entraînement

L'attaquant Mohamed Salah a participé mercredi à Grozny à son premier entraînement collectif en vue du Mondial-2018 depuis sa blessure en finale de Ligue des champions le 26 mai dernier à Kiev contre le Real Madrid (perdue 3-1).

Mohamed Salah, qui avait été touché à une épaule dans un duel avec Sergio Ramos, a couru et fait des exercices avec le ballon et ses coéquipiers au camp de base des Egyptiens.

L'Egypte doit disputer son premier match du Mondial (groupe A) vendredi contre l'Uruguay.

FIFA: Le président Gianni Infantino annonce être candidat à sa réélection

Le président de la Fédération internationale de football (Fifa), Gianni Infantino, a annoncé mercredi à Moscou (Russie), qu'il sera candidat à sa propre réélection.

"Je vous annonce que je suis candidat à ma réélection", a-t-il dit devant le Congrès réunissant les fédérations affiliées, à Moscou à la veille du Mondial-2018.

Le Congrès électif aura lieu le 5 juin 2019 à Paris. Infantino, qui était auparavant N.2 de l'UEFA, avait été élu le 26 février 2016 alors que l'instance mondiale était en plein scandale planétaire de corruption.

Infantino, juriste italo-suisse de formation, 48 ans, a profité du Congrès de la Fifa pour vanter son premier mandat (quatre ans tronqués par le fait que Sepp Blatter avait été élu avant de jeter l'éponge en raison des tourments de l'instance suprême du foot).

"Deux ans et trois quatre-mois après mon élection, il est peut-être temps de regarder en arrière. Le 26 février 2016, le jour de l'élection, la Fifa était une organisation cliniquement morte", a déclaré M. Infantino, dans son discours inaugural à Moscou réalisé en quatre langues (français, allemand, anglais, espagnol).

"Aujourd'hui, la Fifa est une organisation vivante, pleine de joie, de passion, avec une vision pour un avenir.

"J'ai été élu sur la base d'un programme et avec vous tous, on a essayé de le mettre en pratique", a-t-il ajouté.

MONDIAL-2026 : Le comité marocain salue la victoire du trio USA / Canada / Mexique

Le comité marocain a salué mercredi la victoire du trio USA/Canada/Mexique pour l'organisation du Mondial 2026, après le vote des délégués réunis en congrès à Moscou, à la veille de l'ouverture de la Coupe du Monde 2018.

"Les pays membres ont voté en faveur de la candidature nord-américaine, qui organisera la FIFA WorldCup 2026. Le Maroc 2026 félicite le trio USA/Canada/Mexique pour sa victoire", a souligné le comité de candidature marocain sur twitter.

Avec sa candidature "africaine", le Maroc a voulu croire jusqu'au bout à son "rêve" de devenir le deuxième pays du continent, après l'Afrique du Sud en 2010, à accueillir un Mondial.

Mais le résultat du vote (65 voix pour le Maroc, 134 pour "United-2026") a été sans pitié. Pour le Maroc, il s'agit de son cinquième échec, après les revers de 1994, 1998, 2006 et 2010.

APS

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL : Le palmarès avant le début de la 21^e édition

Palmarès des 20 Coupes du monde de football, avant la 21^e édition en Russie (14 juin - 15 juillet). Le Brésil domine par le nombre de trophées gagnés avec cinq victoires (1958, 1962, 1970, 1994, 2002), alors que sept autres pays ont remporté la compétition, dont la première édition a eu lieu en 1930 en Uruguay.



L'Italie (1934, 1938, 1982, 2006) a gagné quatre fois l'épreuve à égalité avec l'Allemagne (1954, 1974, 1990, 2014). L'Argentine (1978, 1986) et l'Uruguay (1930, 1950) l'ont

remportée deux fois, l'Angleterre (1966) et la France (1998) une fois chacune.

A noter que tous les vainqueurs seront présents en Russie à l'exception de l'Italie.

- 1930: Uruguay
- 1934: Italie
- 1938: Italie
- 1950: Uruguay
- 1954: Allemagne (RFA)
- 1958: Brésil
- 1962: Brésil
- 1966: Angleterre
- 1970: Brésil
- 1974: Allemagne (RFA)
- 1978: Argentine
- 1982: Italie
- 1986: Argentine
- 1990: Allemagne (RFA)
- 1994: Brésil
- 1998: France
- 2002: Brésil
- 2006: Italie
- 2010: Espagne
- 2014: Allemagne.

LIGUE 1 / TRANSFERT : Belkheiter (Club africain) en route pour le MC Oran

L'international algérien Mokhtar Belkheiter est tout proche de faire son retour dans le championnat algérien par le biais du club de sa ville natale, le MC Oran, a-t-on appris mardi de cette formation de Ligue 1 de football "Mobilis".

Le latéral droit, qui évolue depuis 2014 au Club africain de Tunis, a trouvé un accord avec le premier responsable du MCO, Ahmed Belhadj, lui permettant d'intégrer les rangs des "Hamraoua" dès cet été, a ajouté la même source.

Toutefois, le joueur de 27 ans devra d'abord récupérer son bon de sortie de la direction de son équipe tunisienne avec laquelle il est encore lié pour une autre saison.

Jusqu'à-là, le MCO, 4^e de l'exercice passé, a assuré les services de pas moins de sept joueurs, en attendant de les présenter officiellement à la presse dans une cérémonie devant avoir lieu dès la fin de l'opération de recrutement qui se poursuit toujours.

Le club phare de la capitale de l'Ouest a également engagé un nouvel entraîneur en la personne du Marocain Badou Zaki, qui succède au Suisso-Tunisien Moez Bouakaz, passé à l'USM Bel-Abbès (Ligue 1), rappelle-t-on.



LIGUE 1/TRANSFERTS : L'USM Bel-Abbès engage sa cinquième recrue estivale

L'USM Bel-Abbès a fait signer mardi le défenseur central Ishak Guebli en provenance du RC Relizane (Ligue 2) réalisant sa cinquième opération de recrutement depuis le début du mercato estival, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football.

Guebli rejoint pour l'occasion son ancien entraîneur au RCR, le Suisso-Tu-

nisien Moez Bouakaz, qui l'avait recommandé en personne aux dirigeants de la formation de la "Mekerra", précise-t-on de même source.

Avant d'engager ce joueur, l'USMBA avait recruté les défenseurs Fateh Achour (GC Mascara), Boualem Masmoudi (ASM Oran), le milieu de terrain Nabil Aït-Fergane (RC Relizane)

et le gardien de but Sofiane Khedaïria (JSM Béjaïa).

L'équipe qui disputera la saison prochaine la Coupe de la Confédération africaine grâce à son trophée de Coupe d'Algérie remporté en mai dernier, poursuivra son recrutement dans les joueurs à venir après la décision de la direction du club de se passer de plusieurs joueurs de l'ef-

fectif de l'exercice passé, souligne-t-on encore de même source.

Les changements décidés par l'homme fort du club, Okacha Hasnaoui, ont également touché la barre technique puisque l'entraîneur Chérif El Ouzzani n'a pas été prolongé et a été remplacé par Bouakaz qui avait déjà eu une expérience avec le club, rappelle-t-on.

Ouverture du 68^e Congrès de la Fifa à Moscou

La Fifa a entamé mercredi à Moscou ses travaux du 68^e Congrès au cours duquel doit être attribué le Mondial-2026, entre la triple candidature Etats-Unis/Canada/Mexique, favorite, et le dossier du Maroc.

Le Congrès a débuté avec 30 minutes de retard en raison de l'arrivée en retard de certains délégués, pris dans les embouteillages de Moscou.

Le président de la Fédération internationale, Gianni Infantino, a été le premier à prendre la parole, vers 9h30 locales (7h30 algériennes), souhaitant à l'assistance "la bienvenue" à ce 68^e Congrès de la Fifa, avant de laisser la parole à la secrétaire générale, Fatma Samoura, pour tester le système de vote.



Les 207 délégués des pays-membres de l'instance (sur 211, si le collège électoral est validé) vont désigner le (ou

soit une vingtaine de personnes, devenu depuis le Conseil de la Fifa, qui attribuent les Mondiaux.

MONDIAL-2018 / BELGIQUE: 24 joueurs présents en Russie

Les Diables Rouges de Belgique se sont envolés depuis Bruxelles en direction de Moscou pour le Mondial-2018 mercredi avec les 23 sélectionnés et le joker médical Laurent Ciman, ont rapporté les médias locaux.

A leur arrivée en Russie en fin d'après-midi, les joueurs de Roberto Martinez rejoindront le Moscow Country Club, leur camp de base tout au long du tournoi, situé à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Moscou.

Vincent Kompany, blessé à l'aine depuis le début de la préparation, ne s'est toujours pas entraîné avec le groupe même s'il disait sa confiance ces derniers jours.

En cas de forfait de dernière minute, il serait remplacé par Laurent Ciman, joueur de Los Angeles. Thomas Vermaelen, blessé à une cuisse avec le Barça depuis mai, a lui récemment repris les entraînements collectifs mais il n'a pas disputé le moindre match amical ces dix derniers jours.

Eden Hazard semble, lui, avoir oublié le coup au genou reçu lundi face au Costa Rica (4-1). Outre les 24 joueurs, 34 membres du staff et 55 journalistes sont à bord de l'avion qui transporte également une grande quantité de matériel vers la Russie.

Les Belges emportent 90 ballons, 150 paires de chaussures de football et pas moins de 1.300 maillots à Moscou.

En phase de poules, la Belgique affronte Panama (premier match lundi), la Tunisie et l'Angleterre dans le groupe G.

COUPE DU MONDE - ORGANISATION: Cinquième échec pour le Maroc

Le Maroc a essuyé mercredi à Moscou le cinquième échec de son histoire en quête d'abriter une Coupe du monde de football, après que les Fédérations membres de la Fifa aient décidé d'attribuer l'organisation du Mondial-2026, le premier à 48 équipes, à son concurrent, composé du trio USA-Canada-Mexique. La compétition reine du sport roi dans le monde revient donc aux Etats-Unis après celle de 1994. Le Mexique, lui, avait eu deux fois cette joie en 1970 et 1986, cette dernière édition étant marquée par la fameuse "main de Dieu" de Maradona. Le Maroc, qui s'était déjà porté candidat à l'organisation des Coupes du monde de 1994, 1998, 2006 et 2010, a en effet postulé même pour le Mondial de 2026, mais les Fédérations membres de la Fifa ont finalement décidé d'offrir 134 de leurs voix au trio USA-Canada-Mexique, contre 65 seulement pour le Maroc et 1 vote pour aucun candidat.

Une grande désillusion pour le Maroc qui s'était beaucoup investi dans ce projet avec l'espoir d'offrir au continent noir une deuxième Coupe du monde, après celle de 2010 qui s'était déroulée en Afrique du sud.

Le trio USA-Canada-Mexique avait promis pendant sa campagne d'organiser "la Coupe du monde la plus lucrative de l'histoire", avec 14 milliards de dollars de recettes contre un "net pour la Fifa de 5 milliards de dollars" du côté marocain, ce qui semble avoir séduit les pays membres de la Fifa, au point de lui offrir la majorité de leurs voix. "C'est beaucoup d'émotions pour nous aujourd'hui. Au nom de la candidature américaine, je vous remercie pour cet incroyable honneur", a dit le président de la Fédération américaine Carlos Cordeiro à la tribune à Moscou. "Nous voulons aussi (rendre hommage) à l'administration de la Fifa, au président Infantino, à la task force qui a travaillé si dur dans ce processus. Mais aussi à nos amis du Maroc: au bout du compte, nous sommes tous unis par le football, c'est aussi ça l'esprit du Mondial", a-t-il poursuivi.

Infantino est considéré comme un ardent soutien du trio nord-américain, appelé "United 2026", car ces fédérations l'avaient appuyé pour prendre la suite du controversé Sepp Blatter. "Au nom de la Fédération marocaine de football, je tiens à mes collègues de la Fédération des Etats-Unis, du Mexique, et du Canada", a réagi de son côté Fouzi Lekjaa, président de la Fédération marocaine.

Il y a 211 fédérations affiliées à la Fifa, mais le Ghana a été suspendu et les pays concernés ne pouvaient voter, ni trois associations liées aux USA (Guam, Iles Vierges et Porto Rico).

Jamais un tel vote n'avait été aussi indécis, car c'était la première fois que le scrutin était ouvert à autant de votants.

Auparavant, c'était non pas le Congrès de l'instance mais son comité exécutif -- soit une vingtaine de personnes --, devenu depuis Conseil de la Fifa, qui attribuait les Mondiaux.

La candidature du Maroc n'aura pas résisté aux critères définis (infrastructures, hébergement, transports, budget...) par les experts de la Fifa. Verdict: le dossier du Maroc "a obtenu une note globale de 2,7 sur 5" contre "4 sur 5" pour le trio Etats-Unis/Canada/Mexique, avait rapporté l'AFP citant une source proche du dossier marocain.

APS

MONDIAL-2018/ESPAGNE: L'éviction de Lopetegui est "rare et pas idéale", juge Infantino

"C'est rare, et ce n'est pas une situation idéale", a réagi mercredi le président de la Fifa Gianni Infantino après l'éviction du sélectionneur de l'Espagne Julen Lopetegui, à deux jours seulement de son match d'ouverture contre le Portugal.



"C'est une situation particulière. (...) C'est quelque chose qui fera sûrement beaucoup parler en Espagne, mais je suis sûr que Luis Rubiales (président de la fédération) et toute son équipe, qui sont des gens du foot, auront évalué toutes les options pour prendre une telle décision", a détaillé le dirigeant italo-suisse en marge du 68e congrès de la Fifa à Moscou.

Dans la foulée du limogeage de Lopetegui qui avait été nommé au Real Madrid la veille, une an-

nonce de nature à déstabiliser un groupe sportif en quête de sérénité avant le début de la compétition, la Fédération espagnole (RFEF) a nommé dans l'urgence le directeur sportif de la Roja Fernando Hierro à la tête de la sélection.

Une conférence de presse est programmée à 18h30 locales (16h30 algériennes) pour présenter le technicien, âgé de 50 ans et dont l'expérience d'entraîneur principal se limite à une saison sur le banc d'Oviedo en deuxième

division espagnole. "Il a eu beaucoup de problèmes et il est devenu champion, dans le football on ne sait jamais, parfois les situations négatives deviennent positives", a ajouté Infantino en souhaitant "bonne chance" à Lopetegui.

Éliminée en poules en 2014 alors qu'elle était tenante du titre, l'Espagne aborde revancharde le Mondial-2018 alors que le sort l'a également placée dans le groupe B, cette fois-ci en compagnie du Maroc et de l'Iran, en plus du Portugal.

MONDIAL-2018 / ESPAGNE: Hierro nommé sélectionneur à la place de Lopetegui

L'ancien international Fernando Hierro, directeur sportif de l'Espagne, a été nommé mercredi sélectionneur de la Roja au Mondial-2018 à la place de Julen Lopetegui, démis au lendemain de l'annonce de sa nomination comme futur entraîneur du Real Madrid, a annoncé la Fédération espagnole (RFEF).

"Fernando Hierro assumera la charge de sélectionneur national à



la Coupe du monde en Russie", écrit la RFEF dans un communiqué. Une conférence de

presse est programmée à 18h30 locales (16h30 algériennes) pour présenter le technicien, âgé de 50 ans et dont l'expérience d'entraîneur principal se limite à une saison sur le banc d'Oviedo en deuxième division es-

Le trio Etats-Unis/Canada/Mexique organisera le Mondial-2026

Le trio Etats-Unis/Canada/Mexique a été désigné par les fédérations membres de la Fifa, avec 134 voix contre 65 pour son concurrent le Maroc, pour accueillir la Coupe du monde 2026, à l'issue du Congrès organisé mercredi à Moscou, à la veille de l'ouverture du Mondial-2018.

Le ticket nord-américain, qui avait promis durant sa campagne d'organiser "la Coupe du monde la plus lucrative de l'histoire", sera chargé d'accueillir la première Coupe du monde à 48 équipes.

Pour le Maroc, il s'agit de son cinquième échec, après les revers de 1994, 1998, 2006 et 2010.



**LOPETEGUI
REMERCIÉ PAR
L'ESPAGNE !**

Incroyable mais vrai, la fédération espagnole a remercié son sélectionneur Lopetegui deux jours seulement avant leur premier match en coupe du Monde face au Portugal. La fédération a annoncé aujourd'hui que Lopetegui n'entraînera pas l'Espagne face au Portugal et qu'il est désormais remercié, la raison de cette décision est liée à l'engagement de Lopetegui en faveur du Real alors qu'il avait prolongé son contrat avec la fédération avant la coupe du Monde.



**NEYMAR
MONTE EN
PUISSANCE
AVANT LE
MONDIAL**

Auteur d'un très beau but avec Brésil face à l'Autriche (3-0) dimanche, l'attaquant du Paris Saint-Germain a analysé devant les médias sa forme physique avant la Coupe du Monde en Russie.

"Au début, j'ai eu un peu peur. Mais après la première frappe, j'allais bien, j'étais calme et j'ai joué. Je suis très content du résultat. Et je suis très heureux de pouvoir courir, de revenir en forme", a indiqué le Brésilien devant les médias.

**Salah, une
bonne nouvelle
pour l'Égypte**

La sélection égyptienne enregistre une bonne nouvelle avant le début du Mondial. L'attaquant Mohamed Salah a repris l'entraînement avec le groupe, trois semaines après sa blessure face au Real Madrid en finale de ligue des Champions.

Mohamed Salah, la star de Liverpool, a été contraint de sortir en finale de la Ligue des Champions contre le Real Madrid (1-3) suite à un accrochage avec le défenseur madrilène Sergio Ramos. Un geste qui continue de faire parler.

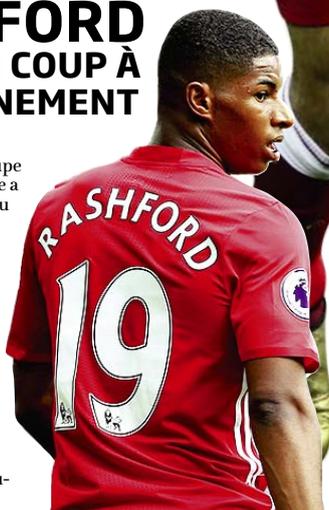
Évacué en Espagne pour un traitement spécial, l'international égyptien était incertain pour la Coupe du Monde 2018 avec sa sélection. Il devrait être indisponible pendant « trois à quatre semaines », avait annoncé le staff médical de Liverpool.

Mais le protégé de Jürgen Klopp semble se remettre plutôt que prévu. En effet, l'ancien joueur de l'AS Rome est de retour chez les Pharaons. Celui qui totalise 33 buts en 57 sélections a participé à la séance de préparation avec ses coéquipiers ce mercredi, rapporte France Football. Une nouvelle rassurante pour les supporters égyptiens qui espèrent voir le joueur de 25 ans briller dans cette prestigieuse compétition.

Toutefois, l'attaquant-vedette des Reds est toujours incertain pour le premier match de l'Égypte qui sera opposé à l'Uruguay ce vendredi 15 juin.

**RASHFORD
A PRIS UN COUP À
L'ENTRAÎNEMENT**

Arrivée hier en Russie afin de disputer la Coupe du Monde, l'Angleterre a connu un petit souci au sujet de Marcus Rashford. Les Three Lions ont fait savoir que le jeune attaquant de Manchester United avait reçu un coup à l'entraînement, visiblement sans gravité. Le footballeur de 20 ans devrait donc tenir sa place pour l'entrée en lice des hommes de Gareth Southgate contre la Tunisie, le 18 juin.



**ALABA À FOND
DERRIÈRE LE NIGERIA**

Avant de s'envoler pour la Russie, le Nigeria a achevé sa préparation au Mondial en Autriche. Non qualifiée pour la compétition, la sélection autrichienne a rendu visite aux Super Eagles à leur camp d'entraînement. Parmi les joueurs venus apporter leur soutien figurait le latéral gauche du Bayern Munich, David Alaba, d'origine nigériane mais qui a choisi de jouer pour l'Autriche. "Je tiens à remercier les Nigériens pour leur amour et leur soutien. Je sais qu'il y a beaucoup d'amour pour moi là-bas. Je ne souhaite aux Super Eagles que le meilleur en Russie !", a lancé le Bavarois dans une vidéo publiée par la Fédération nigériane (NFF). Un message sympathique !

**Romero
en veut à
Sampaoli**

Privé de Coupe du monde en raison d'une blessure au genou au tout début de la préparation, Sergio Romero ne digère pas. Car à l'en croire, le gardien argentin, attendu pour être le numéro un en Russie, aurait pu être rétabli à temps et participer normalement au Mondial.

C'est ce qu'il a affirmé au micro de Tyc Sports. "J'ai dit à Sampaoli que je serai disponible en dix jours, que je serai capable de jouer contre l'Islande (le 16 juin). Mais il voulait un gardien capable de s'entraîner tous les jours. Il m'a sorti quatre heures après notre discussion", a ainsi déploré le Mancunien.



COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE EN FRANCE

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, l'a annoncé :

La question des extraits de naissance portant la mention "bis" réglée

Le problème concernant les difficultés causées à certains Algériens vivant à l'étranger au sujet des extraits de naissance portant la numérotation "bis" dans la transcription de leurs mariages au service d'état civil français, vient de trouver une "issue favorable", a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, sur son compte Facebook.

"Ayant reçu un nombre important de requêtes concernant les



difficultés causées à certains de nos compatriotes par les extraits de naissance portant la numérotation «bis» dans la transcription de leurs mariages au service d'état civil français, j'ai le plaisir d'infor-

mer les concernés que notre diplomatie a traité cette question avec la partie française et que ce problème vient de trouver une issue favorable", a-t-il précisé sur ce réseau social.

AÏD EL FITR :

Série de mesures pour préserver la sécurité des citoyens selon la la Gendarmerie nationale

Des dispositions préventives seront prises par le Commandement de la Gendarmerie nationale à travers l'ensemble des wilayas du pays pour préserver la tranquillité des citoyens et garantir la continuité du service de sécurité 24h/24h durant les deux jours de l'Aïd el Fitr, indique mercredi un communiqué de ce corps de sécurité.

"Dans le cadre de la poursuite de l'application du dispositif mis en place durant le mois sacré de Ramadhan pour la protection des personnes et des biens, le commandement de la Gendarmerie nationale a pris des dispositions préventives durant les deux jours de l'Aïd el Fitr, en adaptant

ses dispositifs opérationnels au niveau de toutes les wilayas du pays dans l'objectif de préserver la sécurité et la tranquillité publiques", précise la même source.

Un ensemble de dispositions sont à cet effet prises pour "assurer la sécurité des citoyens lors de leurs déplacements et leur présence dans les lieux publics, notamment dans les lieux de prière, les cimetières et les lieux de loisirs", note la même source, précisant que "toutes les unités de la Gendarmerie nationale, telles que les unités territoriales, la sécurité routière, les sections et unités d'intervention sont par conséquent mobilisées, afin d'assurer

une disponibilité continue, une intervention rapide, une aide nécessaire et un service de proximité de qualité à l'ensemble des citoyens".

Ce dispositif préventif "sera appliqué par toutes les unités et formations de la Gendarmerie nationale, réparties sur l'ensemble du territoire national".

"La multiplication et le renforcement des patrouilles, des points de contrôle et de fouille, à l'entrée des villes, des routes express et de l'autoroute Est-ouest, de même que tous les axes routiers, dont les lignes ferroviaires, sont ainsi prévus dans ce sens", souligne-t-on.

Le dispositif mis en



place "permettra aussi d'assurer la sécurité des trains, des stations de transport de voyageurs, ainsi que la fluidité de la circulation, particulièrement dense à la fin du mois sacré de Ramadhan, et marquée par un nombre élevé de voyageurs entre les wilayas", conclut la même source.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Plus de 10 tonnes de kif traité saisies durant les 4 premiers mois de 2018 selon la Sûreté nationale

Plus de 10 tonnes de kif traité et 300.000 comprimés psychotropes ont été saisis par les services de la Sûreté nationale durant les 4 premiers mois de l'année en cours, indique mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le bilan présenté par la police judiciaire relatif aux crimes de drogues fait état de la saisie, durant les 4 premiers mois de l'année en cours, de 10,794 tonnes de kif traité, 306 gr de cannabis, 17,05 gr d'hé-

roïne, 695 gr de cocaïne et 305262 comprimés psychotropes.

Les investigations menées dans ce contexte ont abouti à l'arrestation de 15693 personnes impliquées dans des affaires relatives au trafic et à la consommation de drogue, ajoute la même source.

Durant cette même période, 12441 affaires ont été traitées, dont 1532 relatives à la contrebande et au trafic de kif traité, 1454 affaires relatives au trafic de psychotropes, 15 autres affaires relatives à la contre-

bande et au trafic de cocaïne et 7 affaires relatives à la contrebande et au trafic d'héroïne. Le bilan fait également état de 734 affaires relatives à la consommation de kif traité ainsi que 1931 affaires relatives à la consommation de psychotropes et 33 affaires relatives à la consommation de cocaïne et d'héroïne. Durant l'année 2017, les mêmes services avaient saisi plus de 6 tonnes de kif traité, 24 Kg de cannabis, 2 Kg de cocaïne et 670.000 comprimés psychotropes, conclut le communiqué.

ALGÉRIE - ROYAUME-UNI

Le Président Bouteflika félicite la Reine Elizabeth II pour la fête nationale du Royaume-Uni

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à la reine du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Elizabeth II, à l'occasion de la célébration de la fête nationale du Royaume, lui réitérant son "profond attachement" à la consolidation des relations d'amitié et de coopération qui existent entre les deux pays.

"Il me plaît, au moment où le Royaume-Uni célèbre sa fête nationale, d'adresser à Votre Majesté, au nom du gouvernement et du peuple algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos vœux les plus chaleureux de santé et de bien-être pour vous-même, et de prospérité pour le peuple britannique ami", a écrit le chef de l'Etat dans son message.

"Je saisis cette agréable opportunité pour vous réitérer mon profond attachement à la consolidation des relations d'amitié et de coopération qui existent entre nos deux pays", a ajouté le président Bouteflika.

SAISON ESTIVALE - MESURES

Mobilisation de 150.000 policiers pour la sécurisation de la saison estivale selon la Sûreté nationale



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé, dans le cadre du plan de sécurisation de la saison estivale, 150.000 policiers, tous grades confondus, et des moyens et équipements nécessaires tels que des hélicoptères et des caméras de surveillance, à travers les différents points sensibles et plages au niveau national, a indiqué, mercredi, un communiqué de la DGSN.

A cet égard, "77 postes de police ont été mis en service soutenus par 1700 policiers, de différents grades, dont 100 policières, dotés de tous les moyens et d'équipements nécessaires pour garantir la sécurité des estivants au niveau de 81 plages autorisées à la baignade", a indiqué le communiqué.

La même source fait état en outre de la mobilisation de 1337 motards et 4269 agents de police routière pour les missions de patrouilles pédestres et motorisées, ainsi que 1604 agents pour la sécurisation des wilayas côtières à travers les missions de surveillance, de sécurité, de prévention et d'intervention.

Dans le cadre de ce plan de sécurité, il a été prévu également "72 radars et 695 alcootests pour faire face à tout acte imprudent à même de porter atteinte à la vie et les biens des usagers de la route".

Par ailleurs, la DGSN affirme que ses unités et formations déployées sur le terrain veilleront à l'intensification du déploiement à travers tous les réseaux routiers qui connaissent un trafic intense, et seront renforcées par un escadron aérien en vue de sécuriser et surveiller les lieux à forte affluence des estivants tels que les plages, les forêts et les lieux de divertissement, sans pour autant oublier les lieux isolés comme les plages non surveillées.